

**Un projet stratégique pour faire du pays un leader régional :
Le plus grand centre numérique d'Afrique bientôt inauguré en Algérie**

P-02

Elle ouvre la voie à une économie numérique inclusive

P-05

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D INFORMATION /Jeudi 16 Octobre 2025//N° 1184// PRIX 20DA

Évoquant l'esprit et les principes de Bandung



Amel Abdellatif fait du e-commerce un moteur de la diversification

Ahmed Attaf

appelle à une nouvelle dynamique du MNA



Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a affirmé hier, à Kampala, que le Mouvement des non-alignés (MNA) est aujourd'hui appelé à faire entendre sa voix pour affirmer la nécessité d'adopter une nouvelle approche face aux défis liés à « la sécurité et au développement ».

Dénonçant les dérives du régime putschiste, Alger démasque la junte de Bamako

P-04

La ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset entre dans sa phase de réalisation

P-03



1 048 km de rails pour relier le nord au grand sud

Manifestations du 17 octobre 1961

Un massacre colonial et un crime d'État

Le 17 octobre 1961, en réaction au couvre-feu discriminatoire imposé par le préfet Maurice Papon contre les Algériens, la Fédération de France du FLN organisa une manifestation pacifique à Paris. La répression policière fut d'une extrême violence : des centaines d'Algériens furent tués, blessés ou jetés dans la Seine, et des milliers arrêtés.

P-04



Un projet stratégique pour faire du pays un leader régional

Le plus grand centre numérique d'Afrique bientôt inauguré en Algérie

L' Algérie s'apprête à inaugurer le plus grand centre de recherche et développement (R&D) numérique du continent africain. L'annonce a été faite hier à Alger par le ministre de la Poste et des Communications, Ali Zerrouki, en marge de l'ouverture du Salon Ecsel Expo, organisé au Palais des expositions des Pins Maritimes, en présence des ministres du Commerce, de la Haute Autorité de la numérisation et de l'Économie de la connaissance.



détails, le ministre a indiqué que le centre ouvrira ses portes « dans un avenir très proche ». Il a ajouté que cette initiative illustre la volonté constante de l'État d'accompagner les start-up et les jeunes innovateurs dans leur développement technologique. Pour sa part, la ministre déléguée auprès du Haut-Commissariat à la Numérisation (HCN), Meriem Benmouloud, a annoncé le lancement imminent de la plateforme nationale des services numériques baptisée « Dzair Services ». Cette interface regroupera l'ensemble des services publics numérisés dans un espace unifié et intuitif. Selon elle, le HCN finalise actuellement les derniers ajustements techniques pour garantir un accès simplifié et fluide à ces services. La ministre a également fait savoir qu'un système national intégré est en cours de déploiement. Il comprend une base de données nationale, un dispositif d'interopérabilité reliant les administrations et les entités publiques, ainsi qu'un système d'aide à la décision destiné à fournir aux responsables des informations fiables, actualisées et sécurisées. Afin d'assurer la transmission optimale des données, 46 liaisons en fibre optique ont déjà été mises en service. Le centre national de données de Mohammedia est désormais opérationnel, tandis que celui de Blida est en phase finale de construction. Abordant la question du cloud computing, Meriem Benmouloud a insisté sur l'importance de localiser les activités numériques en Algérie pour consolider la souveraineté numérique du pays. Deux types de cloud seront ainsi proposés : un cloud public destiné aux administrations et institutions nationales ; un cloud ouvert aux start-up et au grand public. Ces infrastructures visent à centraliser et sécuriser les données, mais également à améliorer la visibilité et l'efficacité des services publics, tout en soutenant la croissance des start-up locales dans un écosystème numérique intégré. En coordination avec le ministère de l'Économie de la Connaissance, le portail accompagnera les jeunes entreprises et les plateformes numériques jusqu'à la localisation complète de leurs données dans les centres nationaux, afin d'en améliorer la visibilité et la performance. La ministre a, enfin, exhorté les jeunes innovateurs à exploiter pleinement ces outils pour accélérer la transformation numérique du pays, conformément aux orientations du président de la République.

Y. B.

Ali Zerrouki a précisé que ce futur centre, considéré comme une première en Algérie et à l'échelle maghrébine, résulte d'accords conclus avec plusieurs acteurs mondiaux de premier plan du secteur numérique. « Ce projet, que le ministère porte depuis

plusieurs années, fera de l'Algérie un véritable leader régional », a-t-il affirmé, soulignant qu'il contribuera à dynamiser l'économie nationale et à offrir aux jeunes talents un environnement propice à l'innovation et à la localisation des données sur une plateforme numérique de pointe. Sans dévoiler davantage de

Elle élargit ses partenariats africains Sonatrach s'allie à la compagnie mozambicaine des hydrocarbures

Sonatrach signera aujourd'hui un protocole d'accord avec l'entreprise publique

mozambicaine Empresa Nacional de Hidrocarbonetos (ENH), a indiqué le groupe pétrolier national dans un communiqué rendu public hier. Cet accord a été préparé lors d'une réunion tenue le même jour entre le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, et son homologue mozambicain des Ressources minérales et de l'Énergie, Estevão Pale, dans le cadre de la visite de travail qu'effectue une délégation algérienne au Mozambique. À cette réunion ont également pris part plusieurs responsables, dont le président-directeur général de Sonatrach, Rachid Hachichi. À cette occasion, M. Hachichi a présenté les principaux axes de coopération envisageables

entre Sonatrach et ENH, axes qui constitueront l'essentiel du protocole d'accord qui sera signé le 16 octobre 2025, lors d'une cérémonie officielle au siège de la présidence de la République du Mozambique, précise le communiqué. Il convient de rappeler qu'une importante délégation conduite par le ministre Mourad Adjal et comprenant notamment le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), ainsi que les PDG de Sonatrach, Sonelgaz et Sidal, en plus de cadres du ministère, se trouve depuis mardi au Mozambique pour une visite de travail axée sur le renforcement de la coopération énergétique et économique entre les deux pays.

Chiffre appelé à augmenter

Plus de 70 000 utilisateurs du système « DZ Mob Pay »

Le système de paiement mobile « DZ Mob Pay » compte actuellement quelque 70 000 utilisateurs et 10 000 commerçants depuis son lancement début 2025. « Près de 8 000 transactions ont été enregistrées à ce jour sur le segment P2B (paiement entre particulier et commerçant) », a déclaré à l'APS Abou Bakr Belloul, chef de division au Groupement d'intérêt économique Monétique (GIE monétique), en marge du Salon de l'e-commerce et des services en ligne (ECSSEL Expo), qui se tient au Palais des expositions (Pins maritimes) du 15 au 18 octobre. Dans le cadre de ce système, 7 solutions bancaires de paiement sont d'ores et déjà déployées et relèvent de 5 banques publiques et deux privées, a précisé le même responsable, ajoutant que 2 nouvelles banques devraient intégrer la plateforme interbancaire « avant la fin de l'année en cours ». Pour Belloul, l'intégration prochaine d'Algérie Poste dans

ce dispositif de paiement constituera un levier majeur pour accroître le nombre d'utilisateurs, contribuant ainsi à promouvoir davantage les moyens de paiement électronique. « Algérie Poste est actuellement en phase de développement et d'homologation de sa propre solution de paiement. Un dossier a été soumis au GIE Monétique et son intégration dans le système DZ Mob Pay suivra dès la finalisation de ces étapes techniques », a-t-il précisé à ce propos. Dans ce cadre, il a rappelé que la solution Baridi Mob, opérant pour l'instant en mode intra-bancaire (entre clients et commerçants relevant d'Algérie Poste), enregistre déjà près de cinq millions de transactions/mois, ce qui constitue un potentiel de croissance considérable une fois connectée au réseau interbancaire DZ Mob Pay. Lancée début 2025, DZ Mob Pay est une solution nationale de paiement mobile développée par le GIE Monétique. Elle vise à faciliter davantage l'accès

au paiement électronique et à généraliser son usage à travers des outils simples, sécurisés et adaptés aux besoins des usagers. Il s'inscrit dans les efforts des pouvoirs publics pour promouvoir l'inclusion financière, en contribuant à élargir l'accès aux services financiers et bancaires modernes pour toutes les catégories de la société. Grâce à cette plateforme, les utilisateurs peuvent régler leurs achats auprès des commerçants en scannant un code QR, effectuer des transferts d'argent instantanés entre particuliers ou vers des professionnels, mais aussi réaliser des versements mobiles. Créé en 2014, le groupement GIE monétique veille à la conformité des systèmes, des outils de paiement et des standards en vigueur. Il vise à promouvoir la monétique par la généralisation de l'usage des moyens de paiement électronique, supervise le système monétique à travers la généralisation des outils modernes de paiement.

Modernisation de la navigation aérienne
L'Algérie et l'Espagne relancent le projet

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Said Sayoud, a présidé hier une réunion consacrée au développement de l'espace aérien national, en présence de représentants de l'Établissement national de la navigation aérienne (ENNA) et de la société espagnole Indra, spécialisée dans les technologies d'infrastructure aéronautique. La rencontre, qui s'est tenue en présence de l'ambassadeur du Royaume d'Espagne en Algérie, s'inscrit dans le cadre de la poursuite des concertations entre les deux partenaires afin de surmonter les difficultés techniques et organisationnelles ayant freiné la mise en œuvre du projet de modernisation de la navigation aérienne. Ont également pris part à la réunion des représentants du ministère des Affaires étrangères, du Trésor public, d'Algérie Télécom ainsi que des cadres du ministère de l'Intérieur et des Transports. Cette réunion constitue la deuxième rencontre entre les deux parties, après celle tenue en juin dernier, et a permis d'évaluer les mesures correctives engagées depuis. À cette occasion, le ministre Sayoud a réaffirmé la volonté du gouvernement de résoudre les points de blocage et de relancer rapidement le projet, conformément aux orientations du président de la République. Il a mis en avant la portée stratégique de cette initiative, qui vise à moderniser le système de navigation aérienne, à renforcer les infrastructures de contrôle et de surveillance radar, et à améliorer la sécurité du trafic aérien sur le territoire national. Selon le communiqué du ministère, plusieurs propositions concrètes ont été adoptées d'un commun accord et leur mise en œuvre débutera dès dimanche prochain, selon un calendrier précis. Le ministre a souligné l'engagement total de son département à accompagner l'ENNA et Indra dans la résolution des contraintes restantes et la finalisation du projet. De son côté, l'ambassadeur d'Espagne a salué la démarche constructive des autorités algériennes, affirmant la disponibilité de son pays à fournir tout le soutien technique et institutionnel nécessaire pour garantir la réussite de cette coopération bilatérale.

L'EXPRESS



Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zoulouache,
Kouba, Alger
Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
TEL/fax: 023.70.99.92
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : **agence.regie@anep.com.dz**
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

La ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset entre dans sa phase de réalisation

1 048 km de rails pour relier le nord au grand sud

La liaison ferroviaire Alger-Tamanrasset franchit une étape décisive avec le lancement imminent des travaux de réalisation sur un tracé de plus de 1 000 km. Véritable colonne vertébrale du futur réseau national, ce projet ambitionne de relier durablement le Nord au Grand Sud et de positionner l'Algérie comme un acteur clé des échanges commerciaux africains.



■ Par Kader M.

Ce projet devrait connaître bientôt une nouvelle étape, celle de l'entame des travaux de réalisation d'une ligne de 1048 km reliant Chefa à la wilaya d'In Salah. Selon le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, la préparation du terrain pour le lancement de travaux de réalisation de quatre tronçons se poursuit. « Les opérations de levée de réserves et de libération des voies et l'installation des bases de vie se poursuivent sur les quatre tronçons dont le premier s'étend sur une distance de 153 km reliant Chefa à Boughezoul, le deuxième reliera les deux wilayas de Laghouat et Ghardaïa sur une distance de 265 km. Pour ce qui est de la partie la plus importante de ce projet, elle concerne la ligne reliant la wilaya de Ghardaïa à Menea sur une distance de 230 km, et Menea-In Salah sur 400 km. » Cette

nouvelle étape intervient après le lancement de la ligne de Boughezoul-Djelfa-Laghouat sur une distance de 250 km. Ce qui représente une avancée importante dans le parcours de modernisation du réseau ferroviaire national », lit-on dans le communiqué sanctionnant la visite du ministre dans la wilaya de Médéa. Selon le ministre, cette ligne ferroviaire revêt une importance capitale pour l'économie du pays en raison de son rôle important dans la liaison entre le sud et le nord du pays. En fait, le projet bénéficie d'un soutien important des hautes autorités de l'État qui veulent faire désormais de cette nouvelle ligne l'artère principale pour la conquête du marché africain, et aussi pour l'exploitation optimale des ressources naturelles dont regorge la région de l'extrême sud du pays. Il s'agit donc d'une infrastructure stratégique pour l'Algérie qui s'attèle à renforcer sa position sur le marché africain qui ne cesse de s'affirmer à travers les derniers contrats d'exportations paraphés par les opérateurs algé-

riens et africains lors de la Foire du commerce intra-africain (IATF) du mois d'août dernier à Alger. Dans ce sens, doter le pays d'un moyen logistique de grande valeur comme le chemin de fer, qui est d'ailleurs l'un des principaux piliers du développement économique des pays durant ces deux derniers siècles, jouera un rôle axial dans la mise en exécution de la stratégie commerciale du pays orientée beaucoup vers l'exportation. Ce qui place d'ailleurs ce projet d'envergure sous la loupe du président de la République qui insiste sur l'accélération de sa mise en exécution du projet en question, et ce, après l'adhésion de l'Algérie à la Zone de libre-échange interafricaine. L'arrivée du train dans la wilaya de Tamanrasset, qui devrait abriter dans les années à venir une plateforme d'exportation vers le continent africain, servira à booster les échanges commerciaux avec le Sud, qui représente aujourd'hui une niche de croissance pour l'économie mondiale.

K.M.

Portée par les secteurs hors hydrocarbures

L'économie nationale table sur une croissance soutenue en 2026

Le projet de loi de finances pour l'année 2026 table sur une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 4,1 %, avant qu'elle n'atteigne progressivement 4,4 % en 2027 et 4,5 % en 2028, portée par les performances positives des secteurs non hydrocarbures, notamment l'agriculture et l'industrie. Selon la présentation du ministre des Finances, Abdelkrim Boudraâ, devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale, le PIB nominal devrait atteindre 41 878 milliards de dinars en 2026, pour s'élever à 48 395 milliards de dinars à l'horizon 2028. Le projet de loi souligne que le PIB hors hydrocarbures poursuivra sa progression pour atteindre 43 117 milliards de dinars en 2028, avec un taux de croissance annuel moyen d'environ 5 %, traduisant la volonté de diversifier l'économie nationale et de réduire la dépendance aux exportations d'énergie. Dans le secteur agricole, la

croissance annuelle devrait avoisiner 5,4 % sur la période 2026-2028, soutenue par les investissements et les réformes visant à accroître la production de céréales, de lait et de viande rouge. La production céréalière, en particulier, passerait de 44 à 62 millions de quintaux au cours de cette période. Le secteur industriel enregistrerait, pour sa part, une croissance moyenne de 6,2 % par an, tandis que celui du bâtiment et des travaux publics (BTP) progresserait de 5,1 %, grâce à la relance des projets d'infrastructures et de logement, avec une utilisation accrue des matériaux locaux dans le cadre de la politique de substitution aux importations. Le projet de loi fixe un prix fiscal de référence du baril de pétrole à 60 dollars pour la période 2026-2028, tandis que le prix de marché est estimé à environ 70 dollars. Les dépenses budgétaires devraient atteindre 17 636 milliards de dinars en 2026, pour s'élever à 18 499 milliards de dinars en 2028, alors que les

recettes progresseraient jusqu'à 8 412 milliards de dinars à la même échéance. La masse salariale est évaluée à 5 926 milliards de dinars, soit 33,6 % du budget de l'État, en légère hausse par rapport à l'année en cours. Un montant global de 2 812 milliards de dinars est consacré aux transferts sociaux, incluant le soutien aux établissements publics et les aides directes aux ménages. Parmi ces montants, 420 milliards de dinars sont destinés à l'allocation chômage, et 424 milliards de dinars au système de retraite. Les subventions aux produits de base (céréales, lait, eau, sucre, huile et énergie) atteignent quant à elles 657 milliards de dinars. Le rapport précise que la nouvelle politique budgétaire vise à mieux maîtriser les dépenses publiques et à améliorer la collecte fiscale, dans le but de réduire progressivement le déficit du Trésor à moyen terme.

R.E.

ÉDITORIAL l'EXPRESS

L'Algérie sur les rails de son avenir africain

■ Par Aida Mouni

Le projet ferroviaire Alger-Tamanrasset illustre mieux que tout autre la nouvelle ambition géoéconomique de l'Algérie, celle d'un pays qui choisit l'infrastructure comme levier stratégique de souveraineté et d'intégration régionale. Ce chantier colossal de plus de 2 400 kilomètres, dont une première portion de 1 048 km entre Chéfa et In Salah s'apprête à entrer en phase de réalisation, incarne une vision claire : relier durablement le nord industriel et le sud minier, ouvrir le Sahara sur les marchés africains et transformer la position géographique du pays en avantage logistique décisif. Les chiffres sont à la mesure de l'ambition : quatre tronçons en cours de préparation, 21 viaducs, des dizaines d'ouvrages ferroviaires et routiers, un tunnel, des gares modernes réparties de Boughezoul à El Meniaâ. Le décret exécutif publié au Journal officiel le 6 août dernier officialise la déclaration d'utilité publique de deux segments majeurs (Laghouat-Ghardaïa et Ghardaïa-El Meniaâ) sur plus de 495 kilomètres, couvrant une superficie supérieure à 3 000 hectares. Une reconnaissance juridique qui ancre le projet dans le long terme et engage l'État à indemniser équitablement les expropriations nécessaires. Mais au-delà de l'ingénierie, c'est une architecture économique et politique que ce réseau redessine. En reliant Tamanrasset, future plateforme d'exportation vers l'Afrique, à la capitale, l'Algérie se dote d'un outil d'influence et de prospérité. L'adhésion récente du pays à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) confère à cette ligne une portée stratégique, elle deviendra la colonne vertébrale d'une diplomatie économique tournée vers le Sud. Dans une Afrique où les routes maritimes et aériennes demeurent inégalement réparties, le rail redevient un instrument de puissance. Le président Abdelmadjid Tebboune en a fait un projet prioritaire, symbole d'un développement sobre mais déterminé. En parallèle, la mise en service de la ligne Boughezoul-Laghouat, les avancées de la LGV Ouest algérienne et la connexion Saïda-Tiaret traduisent une même logique : mailler le territoire, réduire les distances et donner à l'économie réelle les moyens de circuler. D'ici 2030, le réseau national devrait atteindre 15 000 km. Un objectif qui place l'Algérie parmi les rares pays africains à concevoir le rail comme vecteur d'unification économique et d'ouverture continentale. Ce n'est pas une course à la modernité, mais une stratégie de fond, celle d'un État qui avance méthodiquement, en posant des rails avant de tracer des discours. Sur cette ligne Alger-Tamanrasset, c'est moins un train que l'avenir du pays qui s'apprête à partir.

A. M.

Évoquant l’esprit et les principes de Bandung

Ahmed Attaf appelle à une nouvelle dynamique du MNA

Le ministre d’État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l’étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a affirmé hier, à Kampala, que le Mouvement des non-alignés (MNA) est aujourd’hui appelé à faire entendre sa voix pour affirmer la nécessité d’adopter une nouvelle approche face aux défis liés à « la sécurité et au développement ».



■ Par Youcef S.

Dans son allocution prononcée à l’ouverture de la 19^e réunion ministérielle du Mouvement des non-alignés, placée sous le thème « Approfondir la coopération pour une prospérité mondiale partagée », Attaf a souligné que « l’esprit et les principes de Bandung se reflètent dans le slogan choisi par la présidence ougandaise pour cette réunion ». Il a ajouté que le Mouvement est désormais appelé à s’affirmer davantage pour promouvoir une nouvelle approche face aux défis du développement et de la sécurité. Le ministre a précisé que cette approche devrait reposer sur la reconstruction des passerelles de confiance entre le Nord et le Sud, en établissant des partenariats fondés sur l’égalité souveraine, le respect mutuel et la coopération fructueuse, dans un contexte marqué par la persistance des formes de domination, de dépendance et d’exclusion.

Elle devrait également viser à corriger les déséquilibres structurels du système international, en commençant par une réforme du Conseil de sécurité de l’ONU, puis de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et, enfin, de l’Organisation mondiale du commerce. Cette nouvelle voie, poursuit-il, doit aussi s’appuyer sur la mise en œuvre effective des engagements internationaux relatifs au soutien au développement durable. Cela concerne le financement, le traitement de la dette, la justice climatique, la bonne gouvernance, ainsi que le soutien à l’innovation et au transfert de technologies vers les pays en développement.

L’Algérie salue la fidélité du Mouvement des non-alignés à l’esprit de Bandung

Ahmed Attaf a souligné que cette réunion se

tient à la veille du 70^e anniversaire de la Conférence de Bandung, un événement historique qui a ouvert la voie à la création du Mouvement des non-alignés. Ce moment marquant, a-t-il rappelé, a été un tournant civilisationnel majeur, annonçant le début du processus de décolonisation en Afrique, en Asie et à travers le monde (...). Le ministre a rappelé que l’Algérie n’oubliera jamais que sa lutte de libération nationale a trouvé dans la conférence de Bandung son premier appui politique et moral, un soutien décisif qui a permis à la cause algérienne d’être inscrite, pour la première fois, à l’ordre du jour de l’Assemblée générale des Nations unies en tant que question de décolonisation. « En nous souvenant du soutien fraternel et de la solidarité de nos partenaires d’alors », a-t-il déclaré, « nous saluons la constance du Mouvement dans la défense des principes et idéaux de Bandung, ainsi que sa fidélité à ses positions historiques, à la fois en faveur des causes de libération et en faveur de la réforme du système de gouvernance mondiale, qu’elle soit économique, politique, monétaire ou commerciale. »

L’Algérie réaffirme son appui aux causes justes

Dans cette optique, Attaf a réaffirmé que l’Algérie salue les conclusions de la réunion ministérielle concernant la question palestinienne, ainsi que les enjeux de sécurité et de stabilité au Moyen-Orient. Il a rappelé que « le peuple palestinien vit aujourd’hui avec deux espoirs : un espoir immédiat, celui de la consolidation du cessez-le-feu et de la satisfaction des besoins urgents de la population de Gaza ; et un espoir plus grand, celui de voir cette trêve ouvrir la voie à un véritable processus politique visant à résoudre le cœur du conflit, à travers la fin de l’occupation des territoires palestiniens et arabes et l’établissement d’un État palestinien indépendant et souverain, seul gage d’une paix juste, durable et définitive. » Le ministre a également évoqué la question sahraouie, soulignant que le peuple du Sahara occidental « ne réclame rien d’autre que l’exercice de son droit légitime à l’autodétermination, dans le plein respect de la légalité internationale et sans contrainte ni tutelle. Il a affirmé que l’Algérie demeure pleinement alignée sur la position constante et de principe du Mouvement des non-alignés, resté fidèle depuis plus de cinquante ans aux résolutions onusiennes relatives à la décolonisation et à la doctrine universelle du droit des peuples à disposer d’eux-mêmes.

Y.S.

Manifestations du 17 octobre 1961 Un massacre colonial et un crime d’État

■ Par Boualem B.

Le 5 octobre 1961, alors que les violences policières et les actions de résistance menées par le FLN s’intensifient sur le sol français, le préfet de police, Maurice Papon, instaure un couvre-feu visant uniquement les « Français musulmans d’Algérie ». « Il est vivement conseillé aux travailleurs algériens de ne pas circuler la nuit dans les rues de Paris et de sa banlieue, et plus particulièrement entre 20 h 30 et 5 h 30 du matin », peut-on lire dans le communiqué publié par Maurice Papon. En réaction, la Fédération de France du FLN a appelé les Algériens à manifester pour protester contre cette mesure discriminatoire et affirmer leur droit à l’indépendance. Dans la soirée du 17 octobre 1961, des dizaines de milliers d’Algériennes et d’Algériens (les estimations évoquent plus de 20 000 personnes) se dirigent pacifiquement vers le centre de Paris depuis la périphérie de Paris où ils vivaient. Maurice Papon décide de réprimer dans le sang cette manifestation pacifique. Les blessés et les morts se comptent par centaines. Des corps ont été repêchés dans la Seine plusieurs jours après cette nuit de massacres. Entre 12 000 et 15 000 Algériens ont été arrêtés. Par ailleurs, un millier d’Algériens ont été renvoyés en Algérie où ils sont remis directement à l’armée française dès leur arrivée. À l’occasion du 64^e anniversaire de ces événements, le syndicat intercatégoriel français Sud Éducation a publié un communiqué dans lequel il exige que le 17 octobre 1961 soit officiellement reconnu comme un massacre colonial et un crime d’État. Il demande également la mise en place de programmes scolaires visant à déconstruire l’histoire coloniale et raciste de la France et intégrant la reconnaissance du 17 octobre 1961 en tant que massacre colonial et crime d’État. Il réclame également l’ouverture et l’accès sans restriction aux archives relatives à la guerre d’Algérie et au 17 octobre 1961, ainsi que la prise de mesures réparatrices, tant symboliques que matérielles, en faveur des victimes de cette journée, de leurs familles et de leurs descendants. Comme chaque année, cette journée sera marquée par de nombreuses activités à travers le territoire national, au cours desquelles la mémoire des martyrs de ces manifestations tragiques sera honorée et les sacrifices du peuple algérien rappelés. L’association Machaal Chahid et le quotidien El Moudjahid ont d’ailleurs célébré cette commémoration hier, au siège du journal, notamment par une conférence intitulée « Le 17 octobre 1961, un crime colonial et une étape pour la préservation de la mémoire des martyrs de la Seine ». De son côté, l’Établissement Arts et Culture de la wilaya d’Alger a programmé à partir d’aujourd’hui une série d’activités historiques et culturelles dans ses différents espaces de la capitale, à l’occasion de cet anniversaire afin de raviver la mémoire nationale et de rendre hommage aux martyrs, indique un communiqué de cet établissement. Il convient de souligner qu’à ce jour, le nombre exact de victimes décédées lors de ces manifestations demeure inconnu. Certains rapports évoquent 38 morts, d’autres 48, d’autres encore 98, tandis que le journal Le Monde avance un chiffre compris entre 150 et 200. Par ailleurs, Jean-Luc Einaudi fait état de 393 victimes.

B.B.

Le gouvernement renforce les moyens de l’ANIE

Plus de trois milliards de dinars pour l’organisation des prochaines élections

Par Younes B.

Adoptée en Conseil des ministres, la loi de finances pour l’année 2026 accorde une enveloppe de 3,11 milliards de dinars à l’Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), chargée d’organiser les prochains scrutins législatifs et locaux. Ce budget couvre la préparation, l’organisation et la supervision de l’ensemble du processus électoral, depuis la convocation du corps électoral jusqu’à la proclamation des résultats, conformément aux articles 7 et 8 de la Constitution, qui confient à l’Autorité la mission de garantir la régularité et la transparence du vote. Mais un changement d’importance intervient dans l’architecture institutionnelle du processus électoral. Lors de sa dernière rencontre périodique avec la presse, le président Abdelmadjid Tebboune a annoncé que le ministère de l’Intérieur et des Collectivités locales se verrait confier une partie des attributions logistiques de l’ANIE. Le chef de l’État a justifié cette décision par les difficultés rencontrées lors des précédentes échéances : « L’expérience a montré certaines limites dans

la gestion matérielle du scrutin », a-t-il observé, avant de préciser que le ministère de l’Intérieur assurera désormais la fourniture des urnes et le transport des procès-verbaux de dépouillement. Selon le président, cette évolution ne remet pas en cause le rôle de l’Autorité, dont les prérogatives fondamentales (garantir la transparence, surveiller le déroulement du vote et proclamer les résultats) demeurent intactes. Il a souligné que la majorité des membres de l’instance étant des juristes et des cadres sans expérience logistique, il était nécessaire de clarifier les missions entre les deux institutions pour renforcer l’efficacité du dispositif. Sur le plan du calendrier, les élections locales et législatives se tiendront dans les délais constitutionnels, a assuré le président Tebboune, tout en réaffirmant la volonté de l’État de poursuivre la lutte contre l’argent sale et l’achat de signatures. Conformément à la Constitution, ces scrutins devront être organisés dans les soixante jours précédant la fin du mandat parlementaire actuel, soit entre le 21 avril et le 21 juin 2026. Le transfert partiel de compétences relance également le débat

sur la révision de la loi électorale et de la loi sur les partis politiques, deux textes considérés comme essentiels pour garantir l’intégrité du processus électoral. Ces projets devraient être examinés au cours de la session législative en cours à l’Assemblée populaire nationale. Les amendements à venir porteront sur le contrôle du financement des campagnes, l’exclusion de l’argent politique illicite, le durcissement des critères de candidature et l’élargissement des sanctions en cas d’infractions électorales. En parallèle, l’ANIE a annoncé le lancement de la révision annuelle des listes électorales, qui s’étendra du 20 octobre au 18 novembre 2025. Cette « opération » vise à enregistrer les nouveaux électeurs, notamment les jeunes atteignant l’âge de 18 ans au 31 décembre 2025, et à mettre à jour les données des citoyens déjà inscrits. Les électeurs ayant changé de lieu de résidence sont invités à se réinscrire dans leurs nouvelles communes, tandis que ceux déjà inscrits peuvent corriger leurs informations personnelles en cas d’erreurs ou de modifications d’adresse.

Y.B.

Dénonçant les dérives du régime putschiste Alger démasque la junte de Bamako

Hier, à Kampala, en marge de la réunion ministérielle du Mouvement des non-alignés, le ministre des Affaires étrangères du régime putschiste malien, Abdoulaye Diop, a de nouveau accusé l’Algérie d’avoir détruit un drone malien, le 1^{er} avril dernier, après son incursion sur le territoire algérien, et de « soutenir le terrorisme ». Face à ces propos jugés provocateurs, la délégation algérienne a réagi avec fermeté, exerçant son droit de réponse. « L’un des porte-voix de la junte qui sévit au Mali s’est permis quelques remarques, autant désobligeantes qu’infondées, à l’égard de l’Algérie », a dénoncé la délégation, estimant qu’il aurait été peut-être plus approprié de répondre à ces remarques par le silence méprisant qu’elles méritent ». Dans sa riposte, Alger a qualifié les accusations du chef de la diplomatie malienne de « mensonges éhontés » et de « contre-vérités qui ne se donnent même pas la peine de se parer de vraisemblance ». La délégation algérienne a dénoncé les « mensonges de plus en plus grossiers » semés par les putschistes « au gré de leurs déconvenues et de leurs échecs, qui se multiplient et montent en cadence », avant d’appeler les participants à ne pas se laisser tromper. « Cette assemblée respectable a le droit de connaître la réalité de la situation au Mali, que les putschistes s’efforcent désespérément de dissimuler », a insisté la partie algérienne. Selon Alger, le Mali est aujourd’hui dirigé par une junte issue d’un changement inconstitutionnel, mise au ban de l’Union africaine, et qui cherche à détourner l’attention de ses échecs en s’en prenant à son voisin du Nord. « Cette junte n’a qu’une obsession : s’absoudre de ses échecs – innombrables – et en faire porter la responsabilité à d’autres. C’est la vieille stratégie du bouc émissaire que les putschistes de Bamako remettent au goût du jour, sans grand succès », a souligné la délégation algérienne. « Cette junte a porté malheur au Mali. Tout le monde, dans le voisinage comme sur le continent africain, le sait. Elle est à l’origine, l’unique auteur et la seule responsable de ce que sa quête vorace de pouvoir pour le pouvoir coûte à ce pays frère : instabilité, insécurité et régression économique et sociale. » Pour conclure, la délégation algérienne a estimé que « le reste n’est que manœuvres dilatoires et actes de diversion d’une junte mal inspirée, dont personne n’est dupe ».

Y.S

Elle ouvre la voie à une économie numérique inclusive

Amel Abdellatif fait du e-commerce un moteur de la diversification

« Le commerce traverse aujourd'hui une transformation sans précédent, marquée par le passage des échanges traditionnels vers l'espace numérique, devenu un lieu d'activité, d'innovation et de créativité. Le ministère œuvre à encadrer le développement du commerce électronique, pour prévenir l'émergence d'une activité parallèle », selon Amel Abdellatif, la ministre du Commerce intérieur et de la régulation du marché national.



■ **Par Meriem Kaci**

La ministre du Commerce a donné hier le coup d'envoi de la 4^e édition du Salon du e-commerce et des Services en ligne (ECSEL EXPO) placée sous le signe de l'innovation et de la transformation numérique, au Palais des expositions des Pins Maritimes à Alger. Lors de la cérémonie d'ouverture qui s'est déroulée en présence du ministre de Noureddine Ouadah, ministre de l'Économie de la connaissance, de Sid Ali Zerrouki, ministre de la Poste et des Télécommunications, et de Meriem Benmouloud, haut-commissaire à la Numérisation avec rang de ministre, Mme Abdellatif a affirmé que l'ECSEL EXPO illustre la profonde mutation que connaît

l'Algérie dans le domaine de la numérisation, en parfaite cohérence avec la vision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à édifier une économie diversifiée, moderne et fondée sur la connaissance et la technologie. Ce salon constitue désormais un rendez-vous annuel majeur consacré à l'innovation, à l'entrepreneuriat et à la transformation digitale du commerce et des services électroniques. Elle a indiqué que le monde du commerce traverse aujourd'hui une transformation sans précédent, marquée par le passage des échanges traditionnels vers l'espace numérique, devenu un lieu d'activité, d'innovation et de créativité. Ce nouvel environnement, a-t-elle précisé, ouvre des perspectives inédites aux jeunes entrepreneurs, aux

startups et aux artisans, leur permettant d'élargir leur champ d'action et d'accéder à de nouveaux marchés à travers tout le territoire national. La ministre du Commerce a réaffirmé la volonté de son département d'instaurer un environnement numérique moderne, encourageant l'innovation, et permettant aux jeunes de lancer leurs projets d'e-commerce. Cette stratégie s'articule autour de la « modernisation du cadre juridique », encadrant le commerce électronique, de la promotion de l'usage du paiement électronique en coordination avec les institutions bancaires, ainsi que de la numérisation progressive des services administratifs et commerciaux afin de simplifier les procédures et de faciliter l'enregistrement des activités économiques en ligne. La ministre n'a pas omis de souligner que son département œuvre à encadrer le développement du commerce électronique, pour « prévenir l'émergence d'une activité parallèle ». La ministre a également mis en avant les efforts consentis pour généraliser les solutions de paiement électronique, considérées comme une alternative sûre et pratique favorisant la transparence et la traçabilité des transactions et réduisant la dépendance au paiement en espèces. Amel Abdellatif a précisé que la vision de son ministère repose sur une digitalisation fondée sur la confiance, la connaissance et la transparence, sur un marché organisé garantissant l'équilibre entre la liberté d'entreprendre et la protection du consommateur, ainsi que sur une inclusion

économique et financière accrue grâce à l'intégration progressive des activités informelles dans l'économie nationale.

Création d'un centre de recherche et de développement sur les nouvelles technologies

De son côté, le ministre de la Poste et des Télécommunications a mis en avant la nécessité de maîtriser les technologies, informatique et numérique, derrière les solutions de paiement et les plateformes du commerce électronique. Pour lui, l'Algérie est dans l'obligation de lancer ses propres projets de recherches. Il a révélé dans ce sens le lancement dans un avenir prochain « du plus grand centre de recherche et développement du domaine au niveau de l'Afrique », et ce pour encourager l'innovation au sein des entreprises ». La création de ce centre en Algérie, explique le ministre, est le fruit d'un long travail « au cours des dernières années ». Il indique que l'Afrique et la région tireront également profit de ce Centre de recherche. Ce sera « un atout pour l'économie, pour les jeunes cadres et ingénieurs, ils pourront développer leurs projets de développement des nouvelles technologies ». Sans livrer plus de détails sur ce Centre de recherche, M. Zerrouki explique que « l'adaptation à l'évolution des technologies est plus qu'une nécessité ». Il a indiqué que des partenariats seront signés avec « de grandes entreprises internationales ».

M. K.

Mohamed Seghir Saadaoui : « La stabilité du secteur ne peut être garantie sans une transparence totale »

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saadaoui, a présidé mardi une conférence nationale consacrée à l'examen et au suivi des dossiers opérationnels et des décisions administratives ayant un impact direct sur le fonctionnement et la stabilité des établissements scolaires, a indiqué hier un communiqué du ministère. Au cours de la rencontre, plusieurs points essentiels ont été abordés. Le ministre a souligné que la stabilité du secteur éducatif ne saurait être garantie sans transparence totale, suivi rigoureux sur le terrain et respect strict des cadres légaux et réglementaires assurant la protection des droits des élèves et la qualité de l'enseignement. Le ministre a également insisté sur la mise en place de mesures méthodiques pour pallier tout manque en personnel enseignant, en veillant à l'intégration rapide des enseignants contractuels afin d'assurer la continuité des cours. M. Saadaoui a en outre mis l'accent sur la prise en charge des élèves de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), en préconisant la création d'équipes de suivi dédiées dans chaque établissement concerné, conformément aux engagements de l'Algérie envers ces élèves. S'agissant du partenaire social, le ministre a appelé à garantir un climat favorable à l'exercice du droit syndical, dans le respect de la loi 23-02, et à poursuivre le dialogue constructif pour résoudre les problèmes soulevés localement. Il a aussi rappelé la nécessité d'appliquer avec rigueur les dispositions légales relatives à la mise à disposition du personnel. Quant aux projets d'infrastructure inscrits au programme 2025, le ministre a exhorté les directions de l'éducation d'accélérer la préparation des cahiers des charges et le lancement des travaux pour assurer leur achèvement avant la prochaine rentrée scolaire, soulignant la tenue d'une conférence dédiée à l'évaluation de l'état d'avancement de ces projets. Le ministre a, en outre, rappelé que la réintégration des élèves déscolarisés constitue une priorité stratégique, visant à les protéger de toute influence négative susceptible d'affecter leur parcours scolaire et leur comportement social.

Elle élimine un terroriste et déjoue plusieurs tentatives de contrebande aux frontières

L'ANP renforce la lutte contre le terrorisme et la criminalité

L'Armée nationale populaire (ANP) a publié, hier, son bilan opérationnel pour la période du 8 au 14 octobre dernier. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, les unités de l'ANP ont mené une opération dans le secteur militaire de

Tébessa, relevant de la cinquième région militaire, qui s'est soldée par l'élimination d'un terroriste et l'arrestation de 5 éléments de soutien aux groupes terroristes dans différentes opérations à travers le territoire national ». Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la criminalité, les forces de sécurité ont interpellé quarante narcotrafiquants, mis en échec des tentatives d'introduction de 16 quintaux et 13 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 1,61 kilogramme de cocaïne et 253 816 comprimés psychotropes ont été saisis ». « A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Salah

et In Guezzam, des détachements de l'ANP ont arrêté 313 individus et saisi 30 véhicules, 357 groupes électrogènes, 264 marteaux-piqueurs, ainsi que des quantités de mélange d'or brut et de pierres et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite », poursuit la même source. De même, « 14 autres individus ont été appréhendés et 2 pistolets mitrailleurs, 3 pistolets automatiques, un fusil à lunette, 11 fusils de chasse, 19 625 litres de carburant, ainsi que 52 quintaux de tabac et 4 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et à la spéculation ont été saisis, et ce, lors d'opérations distinctes ».

Il veut garantir la disponibilité des traitements

Aït Messaoudène impose un suivi numérique des stocks de médicaments

Le ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Aït Messaoudène, a présidé une réunion de coordination avec les cadres de l'administration centrale, consacrée à l'examen et au suivi des dossiers prioritaires du secteur afin de renforcer la gouvernance du système de santé et d'accélérer les réformes destinées à améliorer la qualité des services offerts aux citoyens, a indiqué un communiqué du ministère. Le ministre a suivi une présentation de la directrice générale de la Pharmacie et des Équipements de santé qui a dressé le bilan des activités réalisées entre 2023 et 2025 et exposé les grandes lignes du plan d'action pour 2026, une autre du directeur général des Ressources humaines liée aux mécanismes de planification et de répartition des effectifs médicaux et paramédicaux, et une 3^e présentation du

directeur des Systèmes d'information sur les avancées réalisées dans le domaine de la numérisation et du développement des plateformes digitales dédiées à la gestion du secteur. À l'issue de ces présentations, le ministre a donné une série d'instructions. Il a insisté sur la nécessité d'assurer la disponibilité continue des médicaments et du matériel médical, rappelant que cette question demeure une priorité stratégique. Il a également appelé à un suivi rigoureux des stocks à travers les plateformes numériques afin d'éviter toute rupture, notamment pour les traitements contre le cancer. Le ministre a souligné que la numérisation constitue un choix stratégique irréversible, garantissant une meilleure gouvernance et une plus grande transparence dans la gestion du secteur. M. Aït Messaoudène a également mis l'accent sur le renforcement

de la coordination intersectorielle, estimant qu'une approche de travail intégrée et durable est nécessaire pour faire face aux défis du système de santé. Il a appelé à adopter une politique de maintenance préventive des équipements médicaux afin d'assurer leur disponibilité permanente, en insistant sur la fourniture des pièces de rechange et la mise en place de mécanismes d'intervention rapide. S'agissant des ressources humaines, le ministre a rappelé l'importance de soutenir les régions du Sud et des Hauts-Plateaux par l'envoi de spécialistes et de compétences médicales, accompagnées d'incitations telles que le logement et l'amélioration des conditions de travail. Il a aussi encouragé l'ouverture de formations adaptées aux besoins spécifiques de ces régions, tout en promouvant la dynamique de jumelage entre les hôpi-

taux du pays pour favoriser le partage d'expériences et l'élévation du niveau de prise en charge. Concernant la formation, M. Ait Messaoudène a appelé à une meilleure intégration des diplômés des écoles privées de formation paramédicale, dans le cadre d'une démarche progressive et structurée. Il a insisté sur la nécessité d'encadrer ces établissements privés selon les normes nationales de formation, afin de garantir la qualité et la pertinence des enseignements. Le ministre de tutelle a insisté sur la généralisation du dossier médical électronique, un outil essentiel pour moderniser la gestion des soins et renforcer la transparence au sein des établissements de santé. Il a conclu en réaffirmant la volonté du ministère de bâtir une politique de santé centrée sur le citoyen et le patient, fondée sur la compétence, l'efficacité et la justice territoriale

HYDROCARBURES
ET MINESArkab reçoit
une délégation
parlementaire
du Conseil
de la nation

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, au siège de son département ministériel, une délégation du groupe parlementaire des Indépendants au Conseil de la nation, conduite par M. Lazreg Bettahar, président du groupe au Conseil, afin d'examiner les préoccupations relatives aux secteurs des Hydrocarbures et des Mines, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre s'est déroulée en présence de la secrétaire d'Etat auprès du ministre des Hydrocarbures et des Mines, chargée des Mines, Mme Karima Bakir Tafer, ainsi que de membres du groupe parlementaire des Indépendants, à savoir MM. Boughanem Abdelkrim Larab, Youcef Abdelhamid Boucherma, et Ben Abid Omar, outre des cadres du ministère. La rencontre a permis d'évoquer une série de préoccupations liées aux secteurs des Hydrocarbures et des Mines, ainsi que des dossiers concernant les projets de stations de dessalement d'eau de mer déjà réalisés ou ceux programmés, et leur rôle dans la réalisation de la sécurité hydrique du pays, notamment dans le cadre des faibles précipitations, d'où la nécessité de la prise de mesures appropriées pour garantir durablement la disponibilité de l'eau potable, ajoute la même source. Les discussions ont également porté sur les dossiers concernant les activités et les projets miniers à travers plusieurs wilayas du pays, en plus des grands projets dans le domaine des hydrocarbures et des industries pétrochimiques, notamment le projet de la raffinerie de Hassi Messaoud. La rencontre a également été l'occasion d'aborder des projets concernant les carrières et sablières, et certains nouveaux investissements dans le secteur minier, ainsi que la distribution des produits pétroliers à travers les différentes régions du pays, le réaménagement des centres de remplissage des bouteilles de gaz butane, outre des projets visant à renforcer les capacités de stockage, notamment en ce qui concerne le produit "SIRGHAZ" M. Arkab a présenté, dans ce cadre, des explications et des clarifications sur les différents sujets soulevés, et réaffirmé l'engagement du secteur et de ses entreprises à satisfaire ces besoins et à accompagner le développement local, assurant que toutes les préoccupations et propositions seront prises en compte et étudiées avec soin, dans le cadre d'une action commune avec les différents établissements et instances, afin d'assurer un développement local durable et de répondre aux aspirations des citoyens.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'engagement de l'Algérie
réaffirmé à Rome

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine Oualid, a participé hier, au Forum mondial de l'alimentation 2025 et au Dialogue ministériel sur la coopération Sud-Sud, qui se sont tenus au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome, en Italie.

Par : Ines B

Ce forum, selon un communiqué du ministère, est une importante plateforme internationale annuelle d'échange d'expertise et de discussion sur les défis auxquels sont confrontés les systèmes alimentaires mondiaux face au changement climatique et à la demande croissante en ressources naturelles, tout en s'efforçant d'assurer une sécurité alimentaire durable. Dans son discours lors de la séance plénière, le ministre a réitéré l'engagement de l'Algérie à renforcer la sécurité alimentaire nationale en développant une production agricole durable, en améliorant les chaînes de valeur agricole et en investissant dans l'agriculture désertique. Il a également souligné l'ouverture de l'Algérie aux investissements étrangers à travers des projets stratégiques majeurs tels que les projets « Baladna » et « PF », en partenariat avec la partie italienne, soulignant que l'Algérie accueille favorablement tous les investisseurs souhaitant exploiter l'important potentiel offert par le secteur agricole, en particulier dans les régions du sud. Le



ministre a expliqué que le secteur s'oriente désormais vers l'adoption de technologies modernes pour accroître la productivité et optimiser l'utilisation des ressources naturelles, notamment l'eau et l'énergie, conformément aux efforts du gouvernement en matière de développement rural et d'encouragement des investissements agricoles. Il a également sou-

ligné l'importance du renforcement des partenariats internationaux, de l'échange d'expertise en recherche scientifique et de l'introduction de technologies modernes pour moderniser le secteur agricole. Il a insisté sur le fait que la sécurité alimentaire mondiale exige une coopération étroite entre les pays et les organisations actives dans ce domaine. La

participation du ministre à cet événement international témoigne de l'engagement de l'Algérie à contribuer efficacement aux efforts mondiaux visant à garantir la sécurité alimentaire, à relever les défis environnementaux et à consolider sa position de partenaire clé sur la voie du développement agricole durable.

Inès B.

INDUSTRIE

Numérisation de la gestion de « Divindus »

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a tenu une réunion de travail avec les responsables du groupe « Divindus », en présence du PDG du groupe et de plusieurs hauts fonctionnaires du ministère. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une série de réunions visant à suivre la performance des entreprises industrielles publiques et à évaluer leur rendement. "La réunion a débuté par une présentation détaillée de la situation actuelle du groupe, incluant les indicateurs clés de performance industrielle et les projets en cours, ainsi que les obstacles rencontrés par certaines de ses branches et unités de production", indique le ministère dans un communiqué publié sur sa page officielle facebook. Le ministre a appelé à élaborer une étude analytique approfondie couvrant toutes les branches et unités afin

de diagnostiquer les causes des faiblesses et de proposer des solutions concrètes pour améliorer la performance et la productivité. Il a souligné l'importance du groupe, qui est l'un des plus grands groupes industriels publics d'Algérie et emploie plus de 15 000 personnes à l'échelle nationale. La réunion a porté sur les activités les plus importantes du groupe, qui comprennent six secteurs de production et de transformation industrielle au sein de 14 branches industrielles exploitant environ 140 unités à travers le pays, ainsi que des activités de distribution, de services et de construction. Ses produits couvrent un large éventail d'industries de transformation et de construction, contribuant ainsi à répondre aux besoins du marché national et à renforcer la chaîne de valeur industrielle. Le ministre a souligné la

nécessité d'accélérer l'achèvement du projet de numérisation centralisée de la gestion du complexe avant la fin de l'année, conformément aux directives du président Abdelmadjid Tebboune, visant à généraliser la numérisation dans la gestion publique et à renforcer la transparence et l'efficacité administratives. Il a également insisté sur l'importance d'intensifier les réunions de coordination entre les responsables du ministère et le complexe afin d'aider ce dernier à surmonter les obstacles et à atteindre ses objectifs de développement. Il a noté que l'objectif principal est d'intégrer « Divindus » au bloc industriel national actif afin de renforcer sa contribution à l'augmentation du produit intérieur brut et de soutenir le décollage industriel national.

I.B.

Pétrole : Entre baisses de taux attendues et surplus à venir

Les cours du pétrole se stabilisent mercredi, portés par des anticipations de baisses des taux américains, mais freinés par les prévisions d'un marché sur-approvisionné et une demande affaiblie par la guerre commerciale, selon le site prixdubartil. Les cours du pétrole se stabilisent mercredi, portés par des anticipations de baisses des taux américains, mais freinés par les prévisions d'un marché sur-approvisionné et une demande affaiblie par la guerre commerciale. Le président de la Réserve fédérale (Fed) Jerome Powell a fait part mardi de sa préoccupation face à l'atonie du marché du travail aux États-Unis, à deux semaines de la prochaine

réunion. Ses commentaires "apportent un certain soulagement aux investisseurs", note John Evans, analyste chez PVM Energy, car ils renforcent les attentes de baisses des taux américains. De quoi plomber le cours du billet vert, ce qui dope l'attractivité du pétrole, matière première libellée en dollars, pour les acheteurs étrangers. En toile de fond, les craintes d'un surplus continuent de planer, après le rapport mardi de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui estime qu'il atteindra environ 4 millions de barils par jour en 2026. "Un excédent pétrolier, attendu depuis longtemps, commence enfin à émerger et devrait peser sur les

prix", ont avancé "certains des plus grands négociants mondiaux de matières premières lors de la conférence Energy Intelligence" mardi à Londres, relèvent les analystes de DNB. Les relations commerciales tendues entre Pékin et Washington sont également susceptibles de miner l'économie mondiale, et donc la demande en pétrole. Le président américain Donald Trump a ainsi menacé mardi de cesser les importations d'huile de cuisson aux États-Unis en provenance de Chine. Enfin, rappelle M. Evans, de PVM Energy, si le "cessez-le-feu à Gaza apaise les inquiétudes" --y compris de perturbations de l'approvisionnement--, celui-ci reste fragile.

COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE

Adjal reçu par le président du Mozambique

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a été reçu hier par le président de la République du Mozambique, Daniel Francisco Chapo, dans le cadre d'une visite de travail à Maputo. Selon un communiqué du ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables, M. Adjal a présenté les objectifs de cette visite, qui s'inscrit dans le cadre du suivi de la feuille de route du programme de coopération entre les deux pays et de la mise en œuvre d'une série d'instructions données par le président Tebboune à la suite de sa dernière rencontre avec son homologue mozambicain en septembre dernier en Algérie. Ils ont discuté des moyens d'instaurer une nouvelle dynamique prometteuse pour le partenariat entre les deux pays. À l'issue de la rencontre, le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables a animé une conférence de presse au cours de laquelle il a répondu aux questions de la presse concernant les objectifs et les dimensions de la visite. Lui et la délégation qui l'accompagnait ont ensuite entamé une série de réunions et d'échanges importants avec les ministres et les conseillers de la présidence de la République du Mozambique. Une première séance de travail a été organisée pour discuter de la visite et des propositions et projets qu'elle implique, qui renforcent la coopération entre les deux pays frères. Il convient de noter que le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables est accompagné, lors de sa visite de travail au Mozambique, par « un nombre important de responsables clés du secteur de l'énergie, tels que le président du Conseil algérien pour le renouveau économique et les PDG d'institutions nationales de premier plan telles que Sonelgaz, Sonatrach et le groupe Saidal », conclut le communiqué.

GROUPE SIDER

Nomination d'un nouveau PDG par intérim

M. Bilal Mekid a été nommé, hier, président du conseil d'administration du groupe Sider, et M. Ibrahim Rouaisia a été nommé directeur général par intérim de ce groupe, affilié à la Société nationale de holding de la sidérurgie (SNS). La SNS a précisé dans un communiqué que ces décisions, prises par le conseil d'administration du groupe Sider lors de sa réunion d'hier, mardi, font suite à la démission de M. Houari Miloud Khalladi de son poste de PDG. Dans son communiqué, la société a affirmé l'engagement du groupe Sider en faveur d'une démarche de développement continu et du recours à des compétences nationales hautement expérimentées, ce qui renforce sa position au sein de la sidérurgie nationale, lui permet de s'adapter aux transformations actuelles et sert les objectifs de développement national. La société a exprimé sa gratitude à M. Houari Miloud Khalladi pour ses précieux efforts et contributions durant son mandat de PDG.

I.B.

HOUARI ABDELLATIF :

Exportations hors hydrocarbures : 5 milliards de dollars fin 2025

Le directeur par intérim des Mécanismes de soutien à l'exportation au ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Houari Abdellatif, a révélé hier que l'Algérie prévoit d'atteindre 5 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures d'ici fin 2025, grâce aux contrats conclus avec de nombreux partenaires étrangers.

Par : Inès B.

M Houari a souligné, lors de son intervention à la radio nationale chaîne 1, que les salons économiques et commerciaux locaux et internationaux constituent un mécanisme efficace de promotion des produits algériens et de conclusion de nouveaux contrats. Il a insisté sur l'importance de poursuivre cette tendance et de renforcer notre présence à l'international afin de consolider la position du produit national et d'améliorer sa compétitivité sur les marchés mondiaux. Dans ce cadre, il a indiqué que l'Algérie a conclu 44 contrats en marge du Salon des produits algériens qui s'est tenu à Nouakchott, la capitale mauritanienne, en mai dernier. Ces contrats d'exportation exclusifs prévoient également l'implantation d'entreprises mauritaniennes en partenariat avec des opérateurs algériens. « 18 contrats ont également été conclus à l'Exposition de Moscou en septembre dernier, ainsi que 12 contrats à l'Exposition des produits agricoles en Espagne et des accords similaires à l'Exposition de Slovaquie », a-t-il précisé. Selon le représentant du ministère du commerce extérieur, l'Algérie s'apprête à finaliser son programme de participation internationale et à ouvrir de nouvelles destinations d'exportation en participant, au cours du dernier trimestre, à quatre expositions internationales, dont l'Exposition internationale du Togo, dont l'Algérie sera l'invitée d'honneur, ainsi qu'à l'Exposition de



Dakar, à l'Exposition du Sultanat d'Oman en décembre et à l'Exposition de l'artisanat en Italie. « En 2026, nous avons identifié 22 destinations internationales pour participer aux salons et événements économiques et commerciaux internationaux programmés, dont 10 destinations africaines. », poursuit-il avant de noter que les exportations algériennes hors hydrocarbures ont augmenté de 23 % au cours des sept premiers mois de 2025 par rapport à la même période en 2024. Le même responsable a expliqué que le nombre de destinations d'exportation s'élargit progressivement pour inclure de nouvelles régions, telles que l'Europe, l'Amérique du Nord, l'Asie et le continent africain, attribuant la croissance des exportations vers l'Europe à la proximité géographique et à la présence de lignes de transport fixes. Il a souligné que les efforts se concentrent actuellement sur l'amélioration du transport logistique vers l'Afrique, notamment après le grand

succès de la récente Foire commerciale intra-africaine et le volume de contrats signés, qui doivent être suivis et mis en œuvre. L'invité radio chaîne 1 a évoqué la croissance remarquable de certains secteurs industriels nationaux sur les marchés étrangers, notamment : Engrais chimiques : augmentation de 9 %, avec des exportations évaluées à 1,5 milliard de dollars. Matériaux de construction et céramique : augmentation de 11 %, soit 360 millions de dollars. Matériaux d'extraction et de mine : croissance de 14 %, estimée à 130 millions de dollars. Industries agroalimentaires : une hausse de 13 %, soit 151 millions de dollars en sept mois. Électroménager : une croissance remarquable de 36 %, avec des revenus atteignant 60 millions de dollars. Parallèlement, le directeur par intérim des mécanismes de soutien à l'exportation au ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a révélé que les exportations algériennes

connaissent une reprise significative sur des marchés tels que l'Espagne, l'Italie, le Brésil, la Tunisie, le Ghana, la Guinée, le Togo et le Sénégal. Concernant les mesures de soutien aux exportateurs, M. Houari a indiqué que le président de la République a approuvé une série d'incitations pour encourager les exportations, inscrites à l'article 123 de la loi de finances pour 2024, qui relance le compte spécial pour la promotion des exportations. « Ce fonds garantit la prise en charge de 80 % des coûts de participation aux salons internationaux, y compris la location, la conception des stands, l'équipement et le matériel d'exposition. », at-il ajouté. Il a également annoncé le début du versement des indemnités aux exportateurs dès octobre, conformément aux dispositions du décret exécutif portant réglementation du Fonds de soutien à l'exportation, avec la possibilité d'une indemnisation de 50 % pour la participation individuelle hors du système officiel des salons. Dans ce contexte, il a annoncé que l'Algérie avait conclu des accords avec des sociétés de transport international, ainsi qu'avec des entreprises publiques sous la tutelle du ministère des Transports, telles qu'Air Algérie, la Société nationale de navigation maritime et le Groupement des transports terrestres publics, afin d'offrir aux exportateurs des réductions allant jusqu'à 50 % sur les factures de transport international.

Inès B.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Expositions de produits nationaux dans 11 pays en 2026

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations compte organiser des expositions de produits nationaux dans onze (11) pays, durant l'année 2026, selon l'APS. Selon le programme officiel des manifestations économiques à l'étranger au titre de l'année 2026, publié par le ministère sur son site officiel, des expositions de produits algériens seront organisées à Riyad (Arabie saoudite), à Koweït et à Abuja (Nigeria) en janvier, à Nairobi (Kenya) en mars, à Nouakchott (Mauritanie) et à Moscou (Russie) en mai, et à Jakarta (Indonésie) en juillet. Le programme prévoit également l'organisation de

salons à Addis-Abeba (Ethiopie) en septembre, à Doha (Qatar) en octobre, à Johannesburg (Afrique du Sud) en novembre et à Dakar (Sénégal) en décembre. Outre ces manifestations destinées à promouvoir les produits fabriqués localement, l'Algérie doit également prendre part à cinq (5) foires internationales, à savoir la Foire internationale de Sfax (Tunisie) en juin-juillet, celle de Dar Es Salaam (Tanzanie) en juillet, de Damas (Syrie) en août, de Kampala (Ouganda) en octobre et de Dakar (Sénégal) à la fin de l'année prochaine. Concernant les salons spécialisés, le programme prévoit aussi la participation à plusieurs

rendez-vous internationaux, dont le salon "AquaFarm", dédié aux industries traditionnelles en Italie (12-13 février), le "Web Summit Qatar" sur les technologies de pointe et les start-up (1er-4 février) au Qatar, le salon "Foodex Japan", consacré aux industries agroalimentaires et aux boissons (10-13 mars) au Japon, le "World Food London Expo" sur la nutrition et les produits artisanaux au Royaume-Uni (30 mars-1er avril), le "Pharma West Africa" au Nigéria, dédié aux équipements médicaux et aux soins sanitaires (14-16 avril), et le salon "World Food Moscow" (16-19 septembre) à Moscou (Russie).

BECHAR

Neuf hôtels en cours de réalisation

La direction du Tourisme et de l'Artisanat de la wilaya de Bechar a annoncé que neuf nouveaux hôtels sont en cours de réalisation à travers plusieurs sites de la wilaya. Ces projets s'inscrivent dans le cadre des investissements privés destinés au développement du secteur du tourisme.

Plus de 9 nouveaux hôtels sont en cours de réalisation dans la wilaya de Béchar. C'est ce qu'a annoncé la direction du Tourisme et de l'Artisanat de la wilaya de Bechar. « Sur ces 9 hôtels, un est sur le point d'être achevé, tandis que les 8 autres sont en cours de réalisation, avec un taux d'avancement avancé des travaux », a indiqué le directeur local du Tourisme et de l'Artisanat, Youcef Si El Abadi. Il a ajouté que deux autres projets similaires sont à l'arrêt pour différentes raisons. Ces projets, qui sont le fruit des mesures prises par l'Etat pour l'encouragement et l'incitation à l'investissement dans le secteur, permettront à l'avenir de renforcer les capacités d'accueil hôtelières dans la région, a précisé Youcef Si El Abadi. D'autre part, les chantiers de 7 autres projets similaires, approuvés par le Secteur, n'ont pas encore été lancés, alors que 14 autres ont été annulés par la commission de wilaya pour diverses raisons, et ce sur un nombre global de 32 projets d'investissements dans le domaine hôtelier, qui ont été soumis à l'examen et à l'appréciation de cette instance, a-t-il signalé. La réception et la mise en service de ces nou-



veaux projets permettront de combler les insuffisances observées dans le domaine des structures hôtelières dans la région, a ajouté le même responsable, qui a relevé que cette activité économique et sociale représente un segment essentiel pour le développement du tourisme à travers la wilaya. Youcef Si El Abadi a encore précisé que la wilaya dispose actuellement de 16 établissements

hôteliers, dont certains de standing international tels que l'hôtel Saoura, situé à Taghit et relevant de la chaîne hôtelière publique El Djazaïr, ainsi que l'hôtel Bladi, également à Taghit, qui relève du secteur privé. Selon le même responsable, ces infrastructures offrent une capacité d'accueil totale de 1.485 lits générant 408 emplois permanents. Concernant le foncier dédié à l'investissement dans

le secteur, 5 zones d'extension touristique (ZET) ont été créées pour accueillir des projets d'investissements touristiques, aussi bien publics que privés. Ces zones s'étendent sur une superficie totale de 137 hectares et sont réparties à travers les régions touristiques de Taghit, Bechar, Mridja, Erg Faradj et Beni Ounif, a conclu la même source.

NAAMA

Réception de 03 centres de proximité de stockage de céréales

La wilaya de Nâama sera bientôt dotée de trois centres de proximité destinés au stockage des céréales, d'une capacité totale de 150.000 quintaux, a-t-on appris auprès de la direction des Services agricoles. La réalisation de ces infrastructures, qui a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de plus de 720 millions de dinars, avance à un rythme soutenu, précise la même source soulignant que les travaux sont achevés à plus de 90 % pour le centre en cours de réalisation dans la commune de Kasdir. S'agissant des centres de stockage implantés dans les communes de Mekmen Benamar et Aïn Benkhelil, le taux d'avancement des chantiers affiche 85 %. Leur réception est prévue pour le mois de novembre prochain, selon la même source. Par ailleurs, trois autres centres similaires, d'une capacité de stockage de l'ordre de 50.000 quintaux chacun, en cours de réalisation dans les communes de Mogharrar, Sfisifa et Aïn Sefra, enregistrent un taux d'avancement oscillant entre 60 % et 75 %. Leur mise en service est attendue, avant la fin de l'année en cours. Actuellement, la wilaya de Nâama dispose d'un nouveau centre de proximité pour le stockage des céréales, d'une capacité de 50.000 quintaux, mis en service en juillet dernier. Ce centre vient s'ajouter aux cinq unités de stockage déjà existantes, relevant de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), dont la capacité globale atteint 180.000 quintaux, a-t-on souligné. La réalisation de ces infrastructures s'inscrit dans le cadre du programme national de développement des cultures stratégiques, mis en place par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, qui vise à augmenter les capacités nationales de stockage de céréales.

TIPASA

Un appareil d'imagerie intravasculaire pour l'EPH

Le service de cardiologie et de chirurgie vasculaire de l'établissement public hospitalier (EPH) de Tipasa a été renforcé dernièrement par un appareil d'imagerie intravasculaire de dernière génération, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction de l'établissement. Cet équipement de pointe permettra d'améliorer la planification et le guidage des opérations d'angioplastie, ainsi que la pose optimale des stents grâce à une imagerie instantanée et d'une grande précision. L'appareil offre une visualisation interne détaillée des artères, permettant une évaluation fine des rétrécissements coronaires, du diamètre des vaisseaux et de la structure des plaques athéroscléreuses, selon la même source. Ce dispositif va aussi contribuer à renforcer la sécurité et les résultats cliniques des patients atteints de maladies coronariennes, notamment dans les cas de syndromes coronariens chroniques. Il s'agit d'une avancée majeure dans le diagnostic et le traitement interventionnel des affections coronariennes. La direction de l'hôpital a souligné avoir mobilisé tous les moyens nécessaires pour permettre aux spécialistes maîtrisant les techniques modernes d'intervention cardiaque d'utiliser pleinement cet équipement innovant. Elle a, aussi, réaffirmé l'engagement de l'établissement à poursuivre la modernisation de ses équipements médicaux, à améliorer la qualité de la prise en charge des patients et à consolider la position de l'hôpital de Tipasa comme pôle national de référence en cardiologie et chirurgie vasculaire.

EL-OUED

30 interventions chirurgicales pédiatriques réalisées

Une équipe médicale de l'Etablissement hospitalier spécialisé (EHS) Sidi-Mabrouk de Constantine a effectué une trentaine d'interventions délicates en chirurgie pédiatrique à l'EHS Bachir Bennacer d'El-Oued, dans le cadre du jumelage inter-hôpitaux, a-t-on appris mardi des organisateurs. Conduite par le professeur Hicham Choutri, chef de service de pédiatrie à l'EHS Sidi-Mabrouk de Constantine, l'équipe médicale est composée de sept chirurgiens pédiatres et d'une vingtaine de para-

médicaux, a indiqué le directeur de l'EHS d'El-Oued, Zakaria Nibouâ. Cette opération de quatre jours a pour objectif de prendre en charge des enfants atteints de malformations congénitales de l'appareil digestif ou génito-urinaire, dont ces interventions chirurgicales ont été jugées nécessaires lors des consultations médicales préliminaires, a-t-il souligné. Tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés pour la réussite de cette initiative, qui sera suivie d'autres similaires afin de tou-

cher le grand nombre possible d'enfants, notamment ceux issus de familles nécessiteuses, et ce dans le but de répondre à leurs besoins en matière d'accès aux soins spécialisés et de leur éviter d'avoir à se déplacer vers des wilayas lointaines, selon le responsable. En marge de ces journées médico-chirurgicales, des praticiens ont bénéficié d'une session de formation sur la prise en charge d'enfants souffrant de ce type de malformations congénitales, a-t-on encore signalé.

MILA

Réception prochaine de 3 nouvelles polycliniques

Trois (3) nouvelles polycliniques seront réceptionnées dans la wilaya de Mila «durant le premier trimestre de l'année 2026 », a indiqué samedi le directeur des équipements publics (DEP), Abdela-li Boufrioua. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé que ces structures de santé publique, dont les travaux avaient été lancés en novembre 2024, sont situées dans les

communes de Tadjenanet, Ain Beida Harriche ainsi qu'au chef lieu de wilaya. Il a ajouté que les travaux de réalisation de ces infrastructures avancent actuellement à un rythme «satisfaisant», et leur réception est prévue «entre janvier et février de l'année prochaine ». Le secteur de la santé dans la wilaya sera également renforcé par une polyclinique dans la commune de Sidi Meroua-

ne «avant la fin de l'année 2026 », a-t-il souligné, précisant que les services de la direction des équipements publics œuvrent à relancer les travaux de ce projet, à l'arrêt en raison de problèmes techniques ayant conduit à la résiliation du contrat avec l'entreprise chargée de sa réalisation. Le délai d'achèvement de ce projet a été fixé à 8 mois, selon la même source.

Face à un marché de l'emploi en pleine mutation, de plus en plus d'Algériens optent pour une reconversion professionnelle. Un choix audacieux qui exige toutefois une bonne préparation pour réussir un nouveau départ professionnel.

Dans un monde du travail en perpétuelle mutation, la reconversion professionnelle gagne du terrain en Algérie. Face aux mutations du marché du travail, aux défis économiques et au désir d'épanouissement personnel, de plus en plus d'Algériens optent pour le changement. La crise sanitaire liée au Covid-19 a accéléré la tendance du télétravail, incitant de nombreux employés à changer de voie. Pour de plus en plus de personnes, la reconversion professionnelle est perçue comme un nouveau départ, une manière de se réinventer, parfois après plusieurs années passées dans un même poste. Une tendance favorisée par les besoins évolutifs du marché, notamment dans le numérique, mais aussi par une prise de conscience individuelle, considérée comme un levier d'épanouissement personnel. De jeunes diplômés, désabusés par les conditions de travail classiques, se tournent désormais vers l'entrepreneuriat pour suivre leurs passions. D'anciens employés de banque, des avocats sont devenus pâtisseries, d'autres ont lancé leur marque de cosmétique en ligne. Ces success stories, souvent partagées sur les réseaux sociaux, prouvent qu'il n'y a pas d'âge pour vivre de sa passion. Il faut dire que le passage d'une carrière prestigieuse et exigeante à un métier manuel et créatif reflète un changement profond dans les aspirations professionnelles. Mais si la reconversion professionnelle a le vent en poupe, se réinventer et trouver sa voie n'est pas toujours facile. Comment réussir cette transition profes-

sionnelle ? Les experts s'accordent sur plusieurs étapes clés pour atteindre cet objectif. Ils recommandent de réaliser un bilan de compétences afin d'évaluer ses aptitudes, ses motivations et ses aspirations. Il est ainsi essentiel d'identifier les opportunités, d'étudier le marché de l'emploi local pour cibler les secteurs qui recrutent et les métiers en expansion et se former efficacement pour acquérir les compétences nécessaires. Il est également crucial de développer un réseau professionnel solide et diversifié en exploitant les outils numériques et les contacts professionnels afin de trouver des opportunités et des parte-

naires potentiels. Aujourd'hui, se réinventer professionnellement n'est plus un luxe, mais un pari gagnant pour de nombreux travailleurs, toutes générations confondues. Une manière de transformer leur carrière et de s'épanouir dans un marché en pleine mutation. Les reconversions professionnelles s'inscrivent dans une dynamique entrepreneuriale, nourrie par des choix de carrière courageux et des projets innovants. De quoi participer activement à la diversification de l'économie algérienne et au développement de l'emploi.

A.B.

EMPLOI

La reconversion professionnelle, une aubaine



PATHOLOGIES NEUROLOGIQUES L'OMS alerte sur un fléau mondial

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a mis en garde contre l'augmentation des pathologies neurologiques à travers le monde, appelant à conjuguer les efforts en vue de parvenir à une réponse mondiale à même de les contrecarrer. « Les troubles neurologiques touchent plus de 40% de la population mondiale, soit plus de trois milliards de personnes, et provoquent plus de 11 millions de décès chaque année », affirme l'OMS. En 2021, les dix principaux troubles neurologiques contribuant à la mortalité et à l'invalidité comprenaient les accidents vasculaires cérébraux (AVC), les migraines, la maladie d'Alzheimer, la méningite ou l'épilepsie idiopathique. Cependant, des obstacles structurels, financiers et sociaux entravent les progrès dans la lutte contre ces maladies, tandis que la stigmatisation et les préjugés largement répandus empêchent souvent certaines personnes de se faire soigner, a signalé l'agence onusienne. L'OMS « appelle à une action mondiale urgente, fondée sur des données probantes et coordonnée pour donner la priorité à la santé cérébrale et développer les soins neurologiques ». Seuls 63 pays disposent aujourd'hui d'une politique nationale sur les troubles neurologiques, tandis que 34 déclarent disposer d'un financement dédié. En 2022, l'Assemblée mondiale de la santé a adopté un plan d'action contre l'épilepsie et les autres troubles neurologiques afin de réduire leur impact. Mais dans son premier aperçu de la réponse mondiale aux troubles neurologiques, l'OMS a indiqué que les pays à faible revenu comptaient plus de 80 fois moins de neurologues que les pays à revenu élevé. Selon l'organisation, le sous-financement chronique de la recherche, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire, freine l'élaboration de politiques efficaces sur les troubles neurologiques.

SANTÉ BUCCO-DENTAIRE

Un dentifrice à base de cheveux

Le fluor est l'oligo-élément de référence pour renforcer l'émail des dents et ralentir l'érosion de l'émail. Mais un autre ingrédient pourrait aller bien plus loin, il s'agit de la kératine. En étudiant cette protéine présente dans les cheveux, dans les ongles, mais aussi dans la laine de mouton, un chercheur a découvert qu'on pouvait l'utiliser pour renforcer les dents. Une étude publiée le 12 août dans la revue Advanced Healthcare Materials démontre que la kératine va encore plus loin en termes de soin : elle stopperait complètement l'érosion de l'émail et favoriserait la régénération naturelle des dents. Un effet qui s'explique facilement. Lorsque la kératine est appliquée sur une dent, elle forme un revêtement protecteur. Selon l'étude du docteur Sherif Elsharkawy, chercheur au King's College de Londres (Royaume-Uni), la kératine, protéine présente dans les cheveux, la peau et la laine, aurait la capacité de restaurer l'émail dentaire et d'arrêter les caries à leur stade initial. « Nous recouvrons l'émail de kératine ou infiltrons les lésions carieuses précoces

pour les traiter. Et les résultats sont fascinants. Nous avons constaté que l'émail devient cinq à six fois plus résistant que les résines plastiques traditionnelles, et même 200 fois plus efficace que le fluor comme mesure préventive », a-t-il expliqué. Contrairement au fluor qui renforce uniquement et protège l'émail en surface sans le régénérer, la protéine forme une structure cristalline qui imite l'émail naturel quand elle entre en contact avec les minéraux de la salive. Cette structure attire progressivement les ions calcium et phosphate, créant un revêtement protecteur autour de la dent. « Nous entrons dans une ère passionnante où la biotechnologie nous permet non seulement de traiter les symptômes, mais également de restaurer la fonction biologique en utilisant les propres matériaux du corps », a déclaré le docteur Shery Elsharkawy à l'issue de ses recherches, publiées dans la prestigieuse revue scientifique Advanced Healthcare Materials. Selon les auteurs, le traitement pourrait prendre deux formes : un dentifrice quotidien, à l'appar-

rence et au goût d'une pâte fluoree classique mais enrichi en kératine (saveur mentholée, texture moussante... donc aucun risque d'hériter d'une haleine de mouton) ou un gel professionnel, appliqué en cabinet, semblable à un vernis protecteur pour les cas les plus avancés. Les chercheurs estiment que ces innovations pourraient être disponibles d'ici deux à trois ans pour le grand public. Et à terme, chacun pourrait même fournir ses propres cheveux pour produire la kératine nécessaire... Il s'agit là d'une avancée majeure pour la santé dentaire mondiale. La carie dentaire est le problème de santé bucco-dentaire le plus répandu dans le monde, touchant près de 2 milliards de personnes. Or, contrairement aux os et aux cheveux, l'émail dentaire ne se régénère pas : une fois détruit, il est perdu à jamais. Grâce à la kératine, les scientifiques espèrent changer la donne, entrant « dans une ère passionnante où la biotechnologie permet non seulement de traiter les symptômes, mais aussi de restaurer les fonctions biologiques ».

INDE

Rétrécissement de la population des éléphants

La population des éléphants sauvages a diminué d'un quart ces huit dernières années en Inde pour s'établir à près de 22.500 spécimens, révèle un recensement conduit par le gouvernement. Selon les dernières statistiques du Fonds mondial pour la faune (WWF), moins de 50.000 éléphants d'Asie subsistent à l'état sauvage dans le monde, dont 60% d'entre eux sur le sol indien. L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) les a inscrits sur sa longue liste des espèces animales en danger. L'étude publiée mardi par le gouvernement indien en a recensé, sur la base de leur ADN, un total de 22.446 spécimens sur le territoire de l'Inde, contre 29.964

dénombrés en 2017 selon une autre méthode, soit un recul de 25%. « Les menaces (qui pèsent sur eux) incluent le rétrécissement de leur habitat naturel, la fragmentation (des troupeaux) et l'augmentation des cas de conflits entre éléphants et humains », avance le rapport pour expliquer cette baisse. Ses auteurs insistent sur l'isolement ou la « dispersion rapide » des troupeaux, qu'ils attribuent notamment à l'expansion des terres dédiées aux plantations de thé ou de café, à la construction des clôtures ou la réduction des zones forestières. L'aire d'évolution des populations d'éléphants indiens ne représente plus que 3,5% de ce qu'elle fut historiquement, évaluent-ils.

MEXIQUE

Les pluies torrentielles font 64 morts

Après plusieurs jours de pluies diluviennes, le Mexique a annoncé, la mort de 64 personnes, auxquelles doivent être ajoutées 65 disparitions. Près de 10.000 soldats et des secours d'urgence ont été déployés pour venir en aide aux sinistrés.

Le bilan des inondations, liées aux fortes précipitations qui touchent la quasi-totalité du Mexique depuis plusieurs jours, s'est alourdi. Le gouvernement mexicain a annoncé le décès de 64 victimes et la disparition de 65 autres personnes dans plusieurs États situés dans une vaste zone montagneuse du centre et de l'est du pays, selon un communiqué du ministère de la Sécurité. Les régions les plus touchées sont celles de Veracruz (est), Hidalgo et Puebla (centre), a indiqué la responsable nationale de la protection civile, Laura Velazquez. Selon un communiqué de la Coordination nationale de la protection civile (CNPC), les intempéries ont été déclenchées par les tempêtes tropicales Priscilla et Raymond, qui ont frappé le pays la semaine dernière. Les



États les plus touchés sont Veracruz, Puebla, Hidalgo, Querétaro et San Luis Potosí, où des dizaines de villages ont été submergés et des routes coupées. La présidente Claudia Sheinbaum a abordé la situation lors de sa conférence de presse quotidienne au Palais

national, précisant que les équipes d'urgence ont été pleinement mobilisées pour venir en aide aux habitants sinistrés. Elle a annoncé l'envoi de nouvelles équipes de secours dans les zones affectées afin d'assurer une distribution rapide des vivres, vêtements, produits

d'hygiène et eau potable. "Nous mettrons tout notre cœur dans les efforts de reconstruction et le soutien aux victimes de cette tragédie", a déclaré la présidente mexicaine. Elle avait annoncé le déploiement du «plan DN-III-E» permettant de mettre à disposition des secours, 10.000 soldats et 512 équipements, dont 17 avions. En complément de cet appui logistique, «des abris ont été installés à Veracruz et à San Luis Potosí». Au total, ce sont «9.968 colis alimentaires et 117.000 litres d'eau en bouteille» qui ont été distribués. Les médias locaux rapportent que plus de 250 000 personnes ont été touchées par ce qui est décrit comme l'une des pires catastrophes naturelles de ces dernières années. Les inondations ont endommagé plus de 50 000 habitations à travers plusieurs régions du pays.

INDONÉSIE

Nouvelle éruption d'un volcan

Le volcan Lewotobi Laki-Laki, situé sur l'île de Florès, dans l'est de l'Indonésie, est de nouveau entré en éruption à plusieurs reprises depuis mardi soir, conduisant les autorités à relever le niveau d'alerte à son maximum. La plus importante éruption du volcan de 1.584 mètres de hauteur s'est produite mercredi à 1h35 (17h35 GMT), projetant des matières volcaniques à dix kilomètres au-dessus de ses cimes, a indiqué l'agence de volcanologie nationale dans un communiqué. Une première éruption mardi soir a projeté des cendres à neuf kilomètres au-dessus du sommet. Les éruptions sont survenues après que l'agence géologique a élevé mardi soir le niveau d'alerte du volcan au plus haut des quatre niveaux du système indonésien. Son directeur, Muhammad Wafid, a recommandé aux résidents et touristes de rester à au moins six kilomètres du cratère et a appelé à la vigilance face à de possibles inondations provoquées par des coulées de boue ou de débris de matériaux volcaniques. Il a également prévenu que «les projections de cendre pourraient perturber les opérations aéroportuaires et les trajectoires de vol» des avions. Les opérations ont été suspendues à l'aéroport de Maumere, situé à 60 km du volcan et qui assure des vols domestiques. Le volcan était déjà entré en éruption en juillet, crachant une impressionnante colonne de 18 km de cendres, ce qui avait entraîné l'annulation d'une vingtaine de vols à l'aéroport de l'île de Bali, située à environ 800 km plus à l'ouest. Laki-Laki, qui signifie «homme» en indonésien, est accolé à un autre volcan plus calme mais plus haut, culminant à 1.703 mètres, le Perempuan, ce qui signifie «femme». L'Indonésie, un vaste archipel, connaît une activité sismique et volcanique fréquente en raison de sa position sur le «Ceinture de feu» du Pacifique.

États-Unis

Grève d'envergure des travailleurs de la santé

Des dizaines de milliers d'employés du groupe Kaiser Permanente, l'un des plus grands réseaux de santé privés des États-Unis, ont entamé mardi une grève d'envergure sur l'ensemble de la côte ouest du pays, ont rapporté plusieurs sources médiatiques américaines. Selon les mêmes sources, le mouvement concerne plus de 500 hôpitaux et établissements médicaux, principalement situés en Californie et à Hawaï, notamment dans la région de Los Angeles. Cette grève, prévue pour une

durée de cinq jours, a débuté mardi à 7 h (heure du Pacifique) et devrait s'achever dimanche à la même heure, a indiqué l'entreprise sur son site officiel. Il s'agit de la plus importante mobilisation en un demi-siècle pour le syndicat des professionnels de santé et des associations infirmières de Californie, qui représente le personnel gréviste. «Les employés de Kaiser lancent une grève de cinq jours contre Kaiser Permanente, non pas parce qu'ils le veulent, mais parce qu'ils le doivent». Dans un communi-

qué, le syndicat a expliqué que les employés avaient choisi de se mobiliser «non pas par envie, mais par nécessité», dénonçant un manque d'effectifs, des salaires jugés insuffisants et la dégradation de la qualité des soins prodigués aux patients. De son côté, Kaiser Permanente a qualifié la grève d'«inutile et perturbatrice», tout en assurant demeurer «engagée à trouver un terrain d'entente permettant d'assurer une rémunération équitable tout en maintenant des soins de qualité à un coût raisonnable».

INDE

20 MORTS DANS L'INCENDIE D'UN BUS

Au moins 20 personnes sont mortes dans l'incendie d'un bus qui circulait dans l'Etat du Rajasthan, dans l'ouest de l'Inde, selon les médias locaux et les autorités. Le véhicule, qui transportait plus de 50 passagers, circulait entre les villes de Jaisalmer et Jodhpur. «Dix-neuf passagers sont morts dans le bus et un autre a succombé à ses brûlures sur le chemin de Jodhpur», a déclaré Rajesh Meena, haut responsable de la police. Selon l'agence de presse Press Trust of India, qui a également confirmé le bilan, le bus s'est arrêté sur l'autoroute à cause d'une fumée s'échappant de l'arrière du véhicule, qui a rapidement été envahi par les flammes. Le Premier ministre indien Narendra Modi s'est dit «bouleversé par la perte de vies humaines» et a annoncé une indemnisation à venir pour les familles des victimes, à hauteur de 200.000 roupies (plus de 2.200 dollars). En 2023, selon les dernières données disponibles, plus de 480.000 accidents ont été signalés sur les routes indiennes, faisant près de 173.000 morts et près de 463.000 blessés.

GUINÉE-BISSAU

Candidature illégale à la présidentielle du leader du PAIGC

La Cour suprême de justice de la Guinée-Bissau a annoncé mardi que la candidature à l'élection présidentielle du chef du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC), Domingos Pereira, était illégale, au motif qu'elle a été déposée sur la base d'une coalition non agréée et sans fondement juridique. Cette décision est définitive et sans possibilité d'appel», a indiqué le porte-parole de la Cour suprême, Mamadu Embalo, lors d'une conférence de presse tenue à Bissau. Concernant la coalition de la Plateforme de l'alliance inclusive (PAI) -

Terra Ranka qui soutient la candidature de M. Pereira, sa demande d'enregistrement a été rejetée le 23 septembre par la justice à cause d'«une impossibilité objective d'appréciation», a souligné M. Embalo. La décision prise à l'endroit de ladite plateforme est définitive et sans possibilité de recours», a-t-il ajouté, soulignant que cela explique pourquoi la plateforme ne peut présenter de candidats aux législatives ni soutenir un candidat à la présidentielle. Les élections législatives et présidentielle bissau-guinéennes se tiendront en même temps le 23 novembre 2025.

AFGHANISTAN/ PAKISTAN

15 CIVILS TUÉS DANS DES HEURTS FRONTALIERS

Au moins 15 civils ont été tués et une centaine blessés lors de nouveaux affrontements à la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan, ont annoncé mercredi des responsables afghans. Dans la région afghane de Spin Boldak, des heurts ont éclaté dans la nuit et des obus de mortier

ont été tirés, a précisé Ali Mohammad Haqmal, porte-parole du département d'information de la ville, faisant état de 15 civils tués. Ce bilan a été confirmé par Abdul Jan Barak, un responsable de l'hôpital du district de Spin Boldak, selon qui plus de 80 femmes et enfants ont été bles-

sés. Tous les commerces de la zone sont fermés et de nombreux habitants ont quitté les lieux, selon des correspondants de presse sur place. Ces nouveaux heurts interviennent sur fond de tensions récurrentes entre les deux pays voisins, alimentées par des questions sécuritaires.

GABON

Le parti présidentiel remporte les élections

Le parti de l'Union démocratique des bâtisseurs (UDB) du président gabonais Brice Clotaire Oligui Nguema remporte le second tour des élections générales et locales. Les résultats des scrutins organisés dans le pays ont été publiés dans L'Union, journal officiel du Gabon. Selon ces résultats, le parti de Nguema a obtenu 52 sièges au premier tour, le 27 septembre, et 50 sièges lors du second tour, le 11 octobre. Avec 102 sièges sur les 145 que compte l'Assemblée nationale, l'UDB détient ainsi la majorité et représentera environ 70 % des députés. Le Parti démocratique gabonais (PDG) de l'ancien président Ali Bongo Ondimba décroche 16 sièges, dont 5 au premier tour et 11 au second. Le Rassemblement pour la Patrie et la Modernité (RPM) obtient 3 sièges, l'Union nationale (UN) et les Démocrates sociaux gabonais (SDG) 2 sièges chacun. Les autres petits partis remportent chacun un siège. Brice Clotaire Oligui Nguema a été élu président en avril.

L'EN QUALIFIÉE

Cap sur la CAN !

L'équipe nationale d'Algérie a conclu de la plus belle manière sa campagne des éliminatoires du Mondial 2026 (États-Unis, Canada, Mexique), en validant haut la main son billet pour la phase finale. Leader incontesté du groupe G, la sélection dirigée par Vladimir Petkovic a bouclé son parcours sur un bilan flatteur : 8 victoires, 1 nul et 1 défaite, avec 24 buts inscrits contre seulement 8 encaissés.

Par Marouane A.

Une performance solide, presque parfaite, qui confirme le retour des Verts parmi les grandes nations africaines, après des années de doutes et de reconstruction. Sur les dix matchs disputés, les Fennecs ont imposé leur supériorité dans la majorité des rencontres, notamment grâce à une attaque efficace et une défense globalement solide. La Guinée est la seule équipe à avoir réussi à bousculer la machine algérienne, prenant quatre points sur six possibles (victoire à Alger, nul à Casablanca). Ces deux faux pas, loin de remettre en cause la qualification, ont servi de piqure de rappel à Petkovic et à ses hommes, les incitant à ne pas tomber dans l'excès de confiance. La sélection a également démontré un mental fort, notamment lors des matchs où elle a dû remonter au score ou gérer la pression face à des adversaires regrouvés. La dernière rencontre contre l'Ouganda à Tizi-Ouzou en est l'illustration parfaite : menée d'entrée, l'équipe a su



inverser la tendance en seconde période, grâce à son collectif et à l'appui d'un public exceptionnel.

LES ENSEIGNEMENTS À RETENIR
Si les chiffres sont éloquent, l'analyse du jeu révèle plusieurs points d'amélioration. Le staff technique, conduit par Vladimir Petkovic, a parfois été critiqué pour son entêtement à reconduire le même onze, sans opérer suffisamment de rotations. Mais pour le technicien helvético-bosniaque, cette stabilité était nécessaire pour bâtir une cohésion solide et intégrer progressivement les nouveaux visages. «Ce match contre l'Ouganda a été l'occasion d'aligner de nouveaux joueurs. Quand j'ai un joueur sous la main, je l'utilise sans tenir compte du fait qu'il soit un ancien ou un nouveau. Malgré la qualification, il nous reste beaucoup de travail pour atteindre un niveau optimal. Nous allons conti-

nuer à progresser, car le plus difficile commence maintenant.», a-t-il souligné. Cette approche mesurée s'est révélée payante, puisque la sélection affiche désormais un groupe plus homogène, où l'expérience de cadres comme Mahrez, Bennacer ou Aït Nouri se marie avec l'émergence de jeunes talents tels que Bouanani, ou Maza ou Chiakha.

AMOURA, LE SYMBOLE DE LA RÉUSSITE
S'il fallait retenir un nom de ces éliminatoires, ce serait celui de Mohamed Amoura. L'attaquant de la formation allemande de Wolfsburg a littéralement explosé sur la scène africaine, terminant meilleur buteur des qualifications avec 10 réalisations. Vif, opportuniste et infatigable, Amoura a souvent fait la différence dans les moments clés, incarnant à lui seul la nouvelle génération ambitieuse des Fennecs. « Je dédie cette qualifica-

tion à tout le peuple algérien. Nos supporters ont toujours été derrière nous, même dans les moments difficiles. Mon rendement est le fruit du travail collectif. Le plus dur est fait, mais le meilleur reste à venir. », a-t-il indiqué en fin de match face à l'Ouganda. Sa progression fulgurante, couplée à la montée en puissance d'autres jeunes talents, confirme que l'Algérie dispose d'une relève prometteuse, capable d'assurer la transition générationnelle sans heurts.

RETROUVER LA GRANDEUR PERDUE
Désormais, les regards se tournent vers le prochain grand objectif : la Coupe d'Afrique des Nations 2025, prévue au Maroc. Les Verts veulent effacer le souvenir des deux dernières éditions catastrophiques, où ils avaient été éliminés dès le premier tour. L'ambition est claire : atteindre au moins les quarts de finale, voire plus, pour redorer le blason d'une équipe qui reste, sur le papier, l'une des plus talentueuses du continent. Pour y parvenir, Petkovic compte sur la continuité du travail, l'exploitation judicieuse des dates FIFA et une préparation méthodique axée sur la compétitivité et la complémentarité du groupe. La campagne de qualification au Mondial 2026 aura donc servi de laboratoire grandeur nature pour le staff technique. Elle a permis de mesurer le potentiel réel du groupe, de consolider la base défensive, et surtout, de révéler des individualités capables de faire la différence à haut niveau.

Marouane A.

GROSSE FRAYEUR POUR AMINE GOURI

Lors du dernier match des éliminatoires du Mondial 2026 entre l'Algérie et l'Ouganda (victoire 2-1 des Verts), Amine Gouri a été victime d'un violent choc avec le gardien ougandais Jamal Salim Magoola en toute fin de rencontre. Touché à l'épaule droite, l'attaquant de l'Olympique de Marseille a dû quitter le terrain sur civière, suscitant une grande inquiétude au sein du staff algérien et de son club. L'incident, survenu juste avant le penalty transformé par Mohamed Amoura, a également entraîné la sortie du gardien adverse. Déjà blessé à l'épaule gauche en début de saison, Gouri pourrait être de nouveau contraint au repos, à seulement quelques jours du match de Ligue 1 contre Le Havre. Côté sportif, cette rencontre conclut une campagne quasi parfaite pour l'Algérie, qui termine leader de son groupe avec 8 victoires en 10 matchs et décroche sa qualification pour la Coupe du monde 2026. La gravité de la blessure de Gouri reste toutefois à déterminer, alors que l'OM redoute une nouvelle absence de son attaquant en pleine montée en puissance.

R.S.

SADI AU CHEVET DU KEPEER DE L'OUGANDA

Le ministre des Sports, Walid Sadi s'est rendu, mardi soir, au chevet du gardien de but de la sélection ougandaise, Salim Magoola, admis à l'hôpital de Tizi Ouzou suite à un télescopage avec l'attaquant des Verts, Amine Gouri, lors du match ayant opposé les deux sélections pour le compte de la 10^{ème} et dernière journée (Groupe G) des qualifications à la phase finale de la Coupe du Monde 2026, disputé au stade "moudjahid Hocine Ait Ahmed" à Tizi Ouzou.

COUPE ARABE DE LA FIFA 2025 BENBRAHAM DÉSIGNÉ À L'ASSISTANCE VIDÉO

L'arbitre international algérien Benbrahim Lahlou est sélectionné parmi les 12 arbitres assistants vidéo, pour officier lors de la deuxième édition de la Coupe arabe de la FIFA, dont la phase finale se tiendra au Qatar du 1^{er} au 18 décembre prochains. Au total, la Commission des Arbitres de la FIFA a désigné 54 arbitres (14 arbitres de champ, 28 arbitres assistants et 12 arbitres assistants vidéo) originaires de 23 associations membres pour cette compétition dont l'Algérie est tenante du titre. L'assistance vidéo à l'arbitrage sera disponible tout au long de la compétition, a indiqué la Fifa dans un communiqué publié sur son site officiel. La compétition débutera par sept matchs simples à élimination directe, prévus les 25 et 26 novembre. Les vainqueurs de ces duels rejoindront le Qatar, pays hôte, et huit autres équipes nationales dont l'Algérie (tenante), automatiquement qualifiées pour la phase finale à 16 équipes. Celle-ci débutera par une rencontre entre le pays hôte et la Palestine ou la Libye au stade Al Beyt, tandis que la finale aura lieu au stade Lusail. Six stades – tous utilisés lors de la Coupe du Monde de la FIFA 2022 – accueilleront les différents matchs, qui opposeront 16 nations issues de l'AFC et de la CAF pour la suprématie régionale. Les arbitres désignés seront suivis de près avant et pendant la compétition par une équipe d'experts composée d'instructeurs d'arbitres et arbitres vidéo de la FIFA, de préparateurs physiques, de kinésithérapeutes et de scientifiques du sport, l'objectif étant de leur offrir la meilleure préparation possible, précise l'instance internationale.

COUPE DE LA CAF (2^E TOUR PRÉLIMINAIRE – ALLER) Les Canaris en mission à Sfax

La JS Kabylie poursuit son aventure africaine. Après avoir brillamment franchi l'obstacle des Ghanéens de Bibiani Gold Stars (2-0 à Accra, puis 5-0 à Tizi-Ouzou), les Canaris s'attaquent, ce vendredi 17 octobre à 15h00, à un nouveau défi en Coupe de la Confédération : l'US Monastir. Ce déplacement en Tunisie, au stade Tayeb M'Hiri de Sfax, s'annonce corsé mais porteur d'espoir pour une équipe kabyle qui entend défendre son prestigieux statut continental. Le coach Josef Zinbauer et ses hommes abordent cette manche aller avec la ferme intention de réaliser un bon résultat à l'extérieur pour aborder le match retour à Tizi-Ouzou (prévu le week-end du 24 au 26 octobre au stade Hocine Aït-Ahmed) dans les meilleures conditions. Fort d'un

retour en force en championnat et d'une dynamique retrouvée, le groupe kabyle affiche une belle confiance. Zinbauer compte sur la solidarité, l'expérience et l'efficacité offensive de ses joueurs pour "réussir le plus dur" et prendre une option avant la manche retour.

UN CHOC FACE À UN ADVERSAIRE CORIACE

L'US Monastir, formation aguerrie du championnat tunisien, n'est pas une inconnue sur la scène continentale. Disciplinée, solide à domicile et soutenue par un public fervent, elle tentera de s'imposer pour voyager avec un avantage en Algérie. Les Jaune et Vert savent qu'ils devront livrer une bataille acharnée pour espérer revenir de Sfax avec un résultat

positif. L'objectif est clair : atteindre la phase de poules de la Coupe de la CAF. La JS Kabylie, club emblématique du football algérien et plusieurs fois titré sur le continent, veut renouer avec les grandes soirées africaines. Pour cela, il faudra bien négocier cette double confrontation face à Monastir. Les Canaris sont prévenus : le chemin est long, mais la détermination est totale. Par ailleurs, la commission de sécurité de Sfax a validé la mise à disposition de 1000 billets pour les supporters kabyles. Sur un total de 5000 tickets réquisitionnés pour cette rencontre, un cinquième a été attribué aux fidèles des Canaris, qui pourront ainsi encourager leurs joueurs depuis les tribunes du Tayeb M'Hiri.

M.A.

Coupe du monde 2026

L'Angleterre, la première à valider son ticket

Six victoires en six matchs qualificatifs : l'Angleterre a validé mardi par la manière son ticket pour le Coupe du monde de football 2026. La sélection des Three Lions est même devenue la première équipe européenne qualifiée pour le tournoi nord-américain en vertu de sa confortable avance sur l'Albanie, son dauphin du groupe K, sept points derrière. L'équipe de Thomas Tuchel a décroché cette sixième victoire à Riga contre la faible Lettonie (5-0). La sélection n'a donc pas encaissé de but dans ses matchs pour la qualification. Les deux dernières rencontres de novembre serviront à peaufiner les automatismes et à prolonger, peut-être, le formidable élan des partenaires d'Harry Kane. « Se qualifier à deux matchs de la fin, c'est une grande réussite, sans aucun but encaissé, en pratiquant un football de grande qualité », a savouré le capitaine sur la chaîne ITV. « Nous donnons l'impression que c'est facile, mais ces matchs peuvent être difficiles ».

HARRY KANE EN FORME

La campagne qualificative ne peut certes pas être perçue comme un gage de réussite l'été prochain, au regard de l'adver-

sité peu relevée que les Anglais ont rencontrée, mais elle servira de base solide pour Tuchel. L'ancien entraîneur du Bayern, du PSG ou encore de Chelsea, novice dans la fonction de sélectionneur, a débuté son mandat par un sans-faute : six victoires, 18 buts marqués et aucun concédé en qualifications. Il a aussi donné des idées de jeu claires et du souffle à une équipe qui en a parfois manqué, le tout sans plusieurs stars laissées de côté, à cause de blessures (Alexander-Arnold, Palmer, Madueke) ou par choix (Bellingham, Foden, Grealish). « Nous jouons de manière très agressive, avec un pressing haut. C'est un jeu très physique que nous pratiquons, c'est très exigeant mais cela motive tout le monde », a résumé l'Allemand. Tuchel n'a pas tout changé non plus. Sa décision de maintenir le capitaine à Harry Kane, le seul grand N.9 à sa disposition, a encore été récompensée dans le petit Daugavas stadions (10.000 spectateurs) ouvert aux quatre vents. L'avant-centre du Bayern a marqué sept buts en sept matchs sous sa direction, en comptant son doublé de mardi : une frappe du gauche de l'extérieur de la surface (44e, 2-0) et un penalty parfaitement tiré avant la mi-temps (45e+4, 3-0).

Qatar 02 Emirats arabes unis 01

Le Qatar présent aux USA

Le Qatar a décroché mardi sa qualification pour le Mondial-2026 grâce à son succès 2-1 à domicile face aux Emirats arabes unis dans le groupe A des éliminatoires asiatiques. Le pays du Golfe participera l'été prochain, aux États-Unis, au Mexique et au Canada, à sa deuxième Coupe du monde, après celle de 2022 dont il était le pays hôte. Le Qatar termine premier du Groupe A et rejoint l'Arabie saoudite, aussi qualifiée mardi grâce à son match nul (0-0) contre l'Irak, ainsi que l'Australie, la Corée du Sud, l'Iran, le Japon, la Jordanie et l'Ouzbékistan, déjà qualifiés dans la zone Asie. Pour espérer aller au prochain Mondial, les Emirats arabes unis devront passer par un barrage aller-retour face à l'Irak, avant de disputer un barrage intercontinental. La sélection qatarie, qui avait impérativement besoin d'une victoire pour se qualifier,

a trouvé la faille sur deux coups francs frappés par Akram Afif, le premier repris de la tête par Boualem Khoukhi (49e), le second de la tête également par Pedro Miguel (74e). Réduits à 10 en fin de match, les Qataris ont encaissé un but de Sultan Adil dans le temps additionnel (90+8). Double champion en titre de la Coupe d'Asie des nations (2019, 2023), le Qatar tentera de faire mieux l'an prochain que lors de la précédente édition de la Coupe du monde. Chez eux, les Qataris étaient devenus la pire équipe hôte de l'histoire de la compétition avec trois défaites en trois matches (7 buts encaissés pour un seul marqué). La sélection qatarie est dirigée par l'Espagnol Julen Lopetegui, nommé en mai après avoir été limogé par le club anglais de West Ham en janvier. Le technicien de 59 ans a également entraîné l'Espagne et le Real Madrid.

Match amical : Le Japon surprend le Brésil

Le Japon a surmonté une mauvaise première période pour réussir une belle remontée et battre le Brésil (3-2), une première dans son histoire, mardi en match amical à Tokyo. Paulo Henrique (26e) et Gabriel Martinelli (32e) ont marqué en première période pour le Brésil, qui sortait d'une victoire convaincante contre la Corée du Sud quatre jours plus tôt à Séoul (5-0). Mais les Nippons sont revenus en seconde période avec d'autres intentions et ont inscrit trois buts, par Takumi Minamino (52e), puis Keito Nakamura (62e) et Ayase Ueda (71e), au plus grand plaisir des 45.000 spectateurs. Ce succès est le premier du Japon face au Brésil en 14 tenta-

tives (11 victoires brésiliennes et deux nuls jusqu'à présent). C'est également la deuxième défaite des Auriverde depuis que le sélectionneur italien Carlo Ancelotti, parti du Real Madrid, a pris l'équipe en mains au mois de mai, après un revers en Bolivie (1-0) en qualifications pour le Mondial. Japon et Brésil sont tous deux qualifiés pour la Coupe du monde, qui se déroule l'été prochain aux États-Unis, au Mexique et au Canada. Ancelotti avait largement fait tourner son équipe par rapport à celle victorieuse en Corée, reposant notamment Estevao et Rodrygo. Martinelli et Henrique faisaient équipe avec Vinicius en attaque.



ARGENTINE

Messi bat le record de Neymar

Le capitaine argentin, âgé de 38 ans et fort de 195 sélections, a encore prouvé qu'il restait un joueur à part. En dix minutes seulement, il a distillé une offrande parfaite pour Gonzalo Montiel (23e), après l'ouverture du score d'Alexis Mac Allister (14e). Et comme un symbole, la légende a bouclé le festival en fin de match en offrant le sixième but à Lautaro Martinez (84e). Avec ces deux passes décisives supplémentaires, Lionel Messi devient officiellement le meilleur passeur de l'histoire en sélection nationale. Le joueur de l'Inter Miami compte désormais 60 passes décisives avec l'Argentine, soit une de plus que Neymar (59). Une performance qui confirme sa longévité exceptionnelle et sa capacité à briller même à un âge avancé. Exempté du précédent match amical contre le Venezuela afin de disputer une rencontre avec son club en MLS-, Messi a signé un retour éclatant sur sa pelouse habituelle. Le sélectionneur Lionel Scaloni s'est d'ailleurs réjoui de la présence de son capitaine. « Hier, je lui ai demandé s'il était prêt à jouer, et il a dit oui. C'est toujours un plaisir pour nous. Il s'est entraîné avec nous la semaine dernière, nous avons décidé de ne pas l'utiliser contre le Vene-

Messi régale, l'Argentine déroule à Miami. L'Albiceleste n'a pas fait dans la dentelle. En déplacement à Miami pour affronter Porto Rico en match amical cette nuit, l'équipe d'Argentine s'est amusée en infligeant un sévère 0-6 à son adversaire du soir. Dans un Lockhart Stadium entièrement acquis à sa cause, Lionel Messi a regalé le public avec deux passes décisives et un record personnel à la clé.

zuela. Il a pu jouer ce match », a confié le technicien après la rencontre.

UNE DÉMONSTRATION COLLECTIVE DE L'ALBICELESTE

Entre les deux offrandes de Messi, Mac Allister a signé un doublé (14e, 36e), confirmant sa belle forme du moment. Ensuite, le malheureux Steven Echevarria a trompé son propre gardien (64e), avant que Lautaro Martinez ne

s'offre un doublé express (79e, 84e). Une partition parfaite, à sens unique, où l'Argentine n'a jamais relâché son étreinte. En défense, Leonardo Balerdi, le joueur de l'Olympique de Marseille, a profité de cette rencontre pour engranger du temps de jeu aux côtés du vétéran Nicolas Otamendi. Quatre nouveaux visages ont également fait leurs premiers pas sous le maillot argentin. Il s'agit en effet de José Manuel López, Aníbal Moreno, Lautaro Rivero et Facundo Cambeses. Scaloni, satisfait, a tenu à souligner l'importance de ces premières capes. « Porter ce maillot est important. Surtout, dans ces matchs, voir les jeunes. J'ai fait mes débuts contre la Libye et c'est encore gravé dans ma mémoire. C'est important pour eux. Ils ne l'oublieront jamais », a-t-il ajouté, visiblement ému. Initialement prévue à Chicago, la rencontre a finalement été délocalisée à Miami. La raison ? Des tensions politiques persistantes dans la grande ville de l'Illinois, théâtre de raids policiers visant les personnes en situation irrégulière. Le président Donald Trump, qualifiant Chicago de « zone de guerre », a annoncé vouloir y envoyer la Garde nationale, dont environ deux cents membres ont déjà été déployés.

FC Barcelone : Lewandowski out

Le FC Barcelone a annoncé mardi la blessure musculaire de son buteur Robert Lewandowski, touché à la cuisse gauche et très incertain pour les prochaines échéances du club catalan dont le Clasico face au Real Madrid fin octobre. "Robert Lewandowski souffre d'une déchirure musculaire au biceps fémoral de la cuisse gauche", écrit le Barça dans un bref communiqué, sans évoquer

de durée potentielle d'absence. Selon la presse espagnole, l'attaquant polonais de 37 ans, pourtant économisé depuis le début de saison pour éviter ce type de blessures, pourrait manquer entre quatre et six semaines de compétition. Il est donc forfait pour les prochaines rencontres de Liga face à Gérone samedi, de Ligue des champions contre l'Olympiakos le 21 octobre et pour le

Clasico face au Real Madrid le 26 octobre. Le FC Barcelone, champion d'Espagne en titre, est déjà privé de nombreux joueurs blessés, dont le jeune prodige Lamine Yamal et le milieu espagnol Fermin Lopez -tous les deux de retour lundi à l'entraînement-, outre le Brésilien Raphinha, les deux gardiens Joan Garcia et Marc-André ter Stegen, et les milieux de terrain Gavi et Dani Olmo.

LES MOTS FLÉCHÉS

E	S	C	A	L	A	T	O	R
S	A	R	R	A	S	I	N	E
S	I	O	N	I	S	T	E	S
E	M	U	T	E	R		S	
N	I	T	R	E		E	V	A
T	R	A	I	R	E		O	S
I	I		N	I		B	U	S
E			A	G	E	R	A	T
L	A	I	S	S	E	R	E	Z

MODERNISATION DU SECTEUR CULTUREL

Malika Bendouda presse l'accélération de la numérisation du ministère de la Culture

La ministre de la Culture et des Arts a réuni ses services pour faire le point sur l'état d'avancement des programmes de numérisation du secteur. Malika Bendouda a insisté sur la nécessité de résoudre rapidement les dysfonctionnements techniques, notamment ceux affectant la plateforme de la Carte d'artiste, et d'améliorer la qualité des services numériques liés à la propriété intellectuelle.

■ Par : Samy Terki

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a présidé une réunion de travail consacrée à l'évaluation des projets de numérisation relevant de son département. Cette rencontre, tenue avec les responsables des différentes directions et organismes sous tutelle, avait pour objectif de dresser un bilan précis de l'état d'avancement des programmes engagés dans le cadre de la transformation numérique du secteur culturel. Au cours de cette séance, la ministre a ordonné la résolution immédiate des problèmes techniques affectant la plateforme de la Carte d'artiste, soulignant la nécessité de remettre ce document aux bénéficiaires « dans les plus brefs délais ». Elle a également suivi une présentation détaillée des projets en cours, tout en insistant sur la nécessité d'une « plus grande précision dans la collecte et le traitement des données ». Mme Bendouda a appelé ses services à « améliorer les mécanismes de suivi et de coordination pour assurer une mise en œuvre efficace » des différents chantiers, en rappelant l'obligation de respecter les délais fixés pour la réalisation des programmes de numérisation. Une attention particulière a été accordée à l'Offi-



ce national du droit d'auteur et des droits voisins (ONDA), dont les applications numériques font l'objet d'une réévaluation. La ministre a donné des instructions pour « améliorer la qualité des services numériques » liés à ces outils, afin d'en garantir « la fluidité d'utilisation et le renforcement de la protection numérique de la propriété intellectuelle et artistique ». Les échanges ont également porté sur les dernières étapes du projet de connexion des bibliothèques principales à tra-

vers le territoire national. Malika Bendouda a mis en avant « la nécessité d'achever ce processus le plus tôt possible », en préconisant l'usage de « normes techniques garantissant la fluidité des échanges de données et la disponibilité numérique des ressources documentaires pour les chercheurs et les lecteurs ». Un chantier qu'elle a qualifié « d'étape fondamentale vers l'établissement d'une culture d'accès libre à la connaissance ». Enfin, la ministre a réaffirmé la « nécessité de poursuivre la

modernisation du système d'information » du ministère et de « renforcer la transformation numérique dans la gestion des installations culturelles ». Elle a rappelé que ces efforts s'inscrivent dans le cadre de la politique de l'État visant à moderniser l'administration publique et à améliorer la performance institutionnelle au service de la transparence, de l'efficacité et de la qualité des services culturels rendus aux citoyens. S.T.

CULTURE ET JEUNESSE EN KABYLIE

À Afir, le Salon du livre pour enfants fait revivre la passion de la lecture

À quelques kilomètres de Tizirt, sur la côte de Tizi Ouzou, le village d'Afir s'apprête à célébrer le livre sous toutes ses formes. Du 16 au 18 octobre, la bibliothèque communale accueillera la 7^e édition du Salon du livre pour enfants, organisé par l'association locale Imnar, fidèle à son engagement en faveur de la culture et de l'éducation depuis plus de trois décennies. Dans cette région où la littérature jeunesse trouve un écho particulier, l'événement entend renouer avec l'esprit d'échange et de découverte qui animait autrefois le Salon du livre de Boudjima, voisin d'Afir. Autrefois haut lieu de la rencontre entre auteurs et lecteurs,

Boudjima a vu son influence décliner au fil des ans, laissant la place à d'autres initiatives plus ciblées, à l'image de celle d'Afir. Le programme de cette 7^e édition s'annonce riche et varié, ateliers de dessin et de bande dessinée, expositions d'ouvrages dédiés au jeune public, présentations de travaux réalisés par les adhérents de l'association, sans oublier les moments de convivialité autour d'animations et de jeux. L'objectif, selon les organisateurs, est de « replacer l'enfant au centre de la vie culturelle locale et de lui transmettre le goût de la lecture dès le plus jeune âge ». Outre les « activités » ludiques, des rencontres-débats viendront

approfondir la réflexion sur la transmission du patrimoine, la préservation de la langue amazighe et le rôle éducatif des parents. Des universitaires et acteurs du monde culturel y prendront part, offrant un espace d'échange entre générations. Spectacles de clowns, marionnettes et jeux collectifs rythmeront également ces trois journées de fête où les enfants seront les véritables protagonistes. Dans le village d'Afir, le livre devient ainsi prétexte à la rencontre, à la créativité et à la célébration d'une culture vivante, enracinée dans sa langue et ouverte sur le monde.

Samy T.

FESTIVAL INTERNATIONAL DU THÉÂTRE DE BÉJAÏA « Tro-blèmes » de Mokrane Aggoune, un monologue plein d'esprit et de lucidité sociale

Le comédien et metteur en scène Mokrane Aggoune a conquis, mardi après-midi, le public de la Maison de la culture Taos Amrouche de Béjaïa avec son one-man show « Tro-blèmes N Mohand Ammi », présenté dans le cadre du Festival international du théâtre de Béjaïa (FITB). Salle comble pour cette production du Théâtre régional de Béjaïa Malek Bouguermouh, qui marque le retour sur scène d'un artiste connu pour son humour corrosif et sa finesse d'observation sociale. Pendant près d'une heure et demie, Aggoune a tenu son auditoire en haleine à travers le récit candide et ironique d'un citoyen ordinaire, convaincu qu'il peut contribuer à résoudre les difficultés du pays. De lettre en lettre, adressées aux plus hauts responsables, son personnage s'évertue à proposer des solutions naïves mais sincères, jusqu'à ce que sa bonne volonté se heurte à l'indifférence et à l'humiliation. Sans jamais verser dans le militantisme, le spectacle déploie une critique sociale subtile, portée par une parole apaisée, presque désabusée, où l'humour agit comme une soupape face à l'absurde. Aggoune, fin connaisseur de la scène, prête à son personnage une humanité attachante, nourrie de sagesse paysanne et d'autodérision. Ses jeux de langage, son rythme maîtrisé et sa proximité avec le public ont suscité des éclats de rire nourris et des applaudissements répétés, traduisant une connivence immédiate entre l'artiste et la salle. La mise en scène, volontairement épurée, conforte cette économie de moyens au profit du sens. Un simple coffre, flanqué du symbole amazigh « Z » en tfinagh, sert de point d'ancrage visuel. Sur l'écran, quelques images et chansons viennent ponctuer le récit : « Dja el ma », en écho à la pénurie d'eau, ou encore « Makaroun, loubia, seksou » de Fellag, auquel le comédien adresse un vœu de prompt rétablissement. Une fable revisitée « La cigale et la fourmi » version kabyle, des séquences animées et des fragments poétiques ou musicaux anciens complètent ce dispositif, donnant au spectacle la texture d'une méditation vivante sur le quotidien. Mokrane Aggoune soigne également la langue, son kabyle parlé, agrémenté de néologismes, demeure fluide et accessible, reflet d'un travail linguistique précis qui évite tout effet d'opacité. Le résultat est une œuvre à la fois locale et universelle, où la critique se fait tendresse et où la dérision devient un mode de survie. La soirée s'est poursuivie au Théâtre régional de Béjaïa, où le public a pu découvrir « El Bakhara », une création du Théâtre de l'Opéra de Tunis mise en scène par Sadek Trabelsi. La pièce, récompensée par plusieurs distinctions, dont le Grand Prix de la création théâtrale tunisienne, le Tanit d'Or des Journées théâtrales de Carthage et le Prix de la meilleure interprétation féminine, explore les ravages de la pollution industrielle à travers le destin d'une famille citadine. Entre le regard introspectif de « Tro-blèmes » et la fable écologique d'« El Bakhara », cette journée du FITB a illustré la diversité des écritures théâtrales maghrébines, capables de faire dialoguer la satire, la poésie et la conscience sociale.

Samy T.

16

Alger

29°

Ouargla

42°

Oran

30°

Constantine

41°

FADJR

05:34

DOHR

12:54

ASR

15:55

MAGHREB

18:26

ISHA

19:45

Au Palais du Peuple, le président Tebboune salue l'excellence sportive nationale

Une cérémonie officielle s'est tenue hier au Palais du Peuple en l'honneur des sportifs qui se sont distingués lors de plusieurs compétitions internationales, en présence du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de hauts responsables de l'État, de membres du gouvernement, de cadres supérieurs ainsi que de représentants

de la famille sportive nationale. Les athlètes honorés à cette occasion sont les médaillés des Championnats du monde de para-athlétisme à New Delhi, des Championnats du monde d'athlétisme à Tokyo, l'équipe nationale de basketball, victorieuse de la Coupe arabe au Bahreïn, ainsi que l'équipe nationale de football, qualifiée pour la Coupe du monde 2026. La cérémonie s'est clôturée par une photo souvenir réunissant le président Tebboune et les sportifs honorés, symbole de la reconnaissance et du soutien de l'État à ses champions.



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D INFORMATION /Jeudi 16 Octobre 2025//N° 1184// PRIX 20DA

Les Verts célèbrent à Tizi-Ouzou avec les supporters la qualification au Mondial 2026

Mardi soir, au stade « Moudjahid Hocine Aït-Ahmed » de Tizi Ouzou, les joueurs de la sélection nationale ont célébré leur qualification pour la Coupe du monde 2026 avec les supporters, à l'issue de leur victoire face à l'équipe ougandaise.



Cette fête a été marquée par la participation de plusieurs artistes qui ont animé la soirée avec un florilège de chants patriotiques et sportifs, reflétant les différents styles musicaux algériens ainsi que la richesse et la diversité culturelle du pays. Dès le coup de sifflet final ayant scellé la victoire de l'équipe nationale (2-1), chants et youyous ont retenti dans le stade. Ces derniers étaient venus de toutes les wilayas du pays pour soutenir les coéquipiers du capitaine Riyad Mahrez. Sur la pelouse, les joueurs de l'équipe nationale ont partagé des moments de joie avec les supporters. Les chants et les slogans des familles et des jeunes ont résonné dans le stade, exprimant une joie collective partagée avec le staff technique et administratif ainsi qu'avec les joueurs. Les lumières aux couleurs nationales illuminaient le terrain, offrant un spectacle artistique d'une beauté saisissante. À cette occasion, les « Verts » arboraient des maillots sur lesquels figuraient les dates des précédentes qualifications pour la Coupe du monde, brandissant haut le drapeau national et saluant le public qui les a soutenus tout au long des éliminatoires, jusqu'à la dernière minute du match.

L'Union africaine suspend hier Madagascar de toutes ses instances

Face au coup d'État survenu mardi à Madagascar, l'Union africaine (UA) a décidé de suspendre hier le pays de ses instances avec effet immédiat, a confirmé à l'AFP Mahamoud Ali Yousouf, président de la Commission de l'UA. Cette décision fait suite à la prise de pouvoir, moins de vingt-quatre heures auparavant, par des militaires dirigés par le colonel Michael Randrianirina.

Curage et nettoyage des oueds traversant la ville de Béjaïa

Les services techniques de la wilaya de Béjaïa ont entamé ces jours-ci l'opération de nettoyage et de désinfection des oueds qui traversent le chef-lieu de wilaya. La boue, les sédiments et les déchets solides qui entravent l'écoulement naturel des eaux pluviales ont été éliminés en prévision des précipitations attendues durant cette saison automnale, et à titre de mesure préventive visant à éviter tout risque d'inondation. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts continus visant à améliorer le cadre de vie des citoyens et à renforcer la propreté urbaine, grâce à des interventions régulières sur le terrain couvrant les différents points noirs de la wilaya. Le wali a appelé tous les services concernés à se mobiliser pleinement et à poursuivre les opérations d'entretien et de suivi régulier des réseaux d'évacuation des eaux, tout en soulignant l'importance d'impliquer les citoyens dans la préservation de la propreté de l'environnement et la lutte contre le phénomène des dépôts sauvages de déchets.

Fermeture temporaire d'un tronçon de la rocade sud Dar El Beïda-Zéralda vendredi

La rocade sud, entre Dar El Beïda et Zéralda, sera fermée temporairement vendredi de 1 h du matin à 14 h, au niveau de l'échangeur Dely Ibrahim-El Achour, en raison de travaux de pose des piliers du pont menant vers Dely Ibrahim, indique un communiqué des services de la wilaya d'Alger publié mercredi. Dans ce cadre, « la circulation sera déviée comme suit : les véhicules venant de Zéralda en direction de Dar El Beïda devront emprunter l'échangeur de la RN 36, puis la RN 41 en passant par Chevalley et Chéraga, avant de rejoindre la rocade sud via l'autoroute du 5 Juillet », précise le communiqué. Pour les véhicules venant de Dar El Beïda en direction de Zéralda, la circulation sera déviée vers l'échangeur de la RN 36. « L'autoroute du 5-Juillet, puis la RN 41 en passant par Chevalley et Chéraga, et enfin la RN 36 jusqu'à la rocade sud », selon la même source. À cet égard, les services de la wilaya d'Alger invitent les usagers de la route à emprunter les axes routiers alternatifs et à respecter la signalisation routière ainsi que les panneaux d'interdiction, conclut le communiqué.

Le colonel Boualem Boughelaf met en avant son importance

Vers la création d'un pôle régional de la Protection civile à Béchar

Le directeur général de la Protection civile (DGPC), le colonel Boualem Boughelaf, a mis en avant hier à Béchar l'importance de la création d'un pôle régional de la Protection civile dans cette wilaya, afin de renforcer les capacités opérationnelles de ce corps constitué et ses missions en matière de secours et de préservation des personnes et des biens. « La création de ce pôle régional de la Protection civile permettra de renforcer les moyens humains et logistiques de la région sud-ouest du pays en matière de secourisme, de lutte contre les incendies et de gestion des catastrophes naturelles, comme les inondations qui ont frappé la wilaya de Béchar en septembre 2024 », a précisé le colonel Boughelaf en marge de sa visite d'inspection à l'unité principale de la Protection civile de Béchar. Accompagné de cadres centraux de la Direction générale de la Protection civile (DGPC) et des autorités locales, le colonel Boughelaf a inspecté les différents services de l'unité principale,

dont les différentes équipes de secours et d'intervention. Des explications ont été fournies sur les missions de ces équipes. Durant le premier semestre de l'année 2025, l'unité principale de la Protection civile de la wilaya de Béchar a assuré 7 848 interventions dans le cadre de ses missions, est-il souligné. Dans une déclaration à l'APS, le sous-directeur des statistiques et de la communication à la DGPC, Nassim Bernaoui, a indiqué que la création du pôle régional de la Protection civile au sein de cette même unité visait à renforcer les moyens humains et logistiques d'intervention de la Protection civile à travers les wilayas de Béchar, Char, Béni-Abbès et Tindouf. La mise en place de ce pôle régional se traduit également par le renforcement du détachement de renfort des premières interventions (DRPI) en moyens humains et équipements d'intervention adéquats, dans le cadre de la stratégie opérationnelle de la protection civile, a-t-on souligné. Il est également prévu, dans le cadre du même pôle régional,

de renforcer les ressources humaines et logistiques des trois groupes spécialisés dans des interventions ciblées : le groupe d'intervention et de reconnaissance en milieux périlleux (Grimp), le groupe cynotechnique spécialisé dans la recherche de personnes disparues ou ensevelies sous des décombres, et le groupe des hommes-grenouilles, spécialisé dans le sauvetage de personnes en danger de noyade, comme cela a été le cas lors des inondations de septembre 2024, a-t-il expliqué. Accompagné des cadres centraux de sa direction, il s'est ensuite rendu à l'unité secondaire de la Protection civile de Kenadsa (à 18 km au sud-ouest de Béchar), où il a pu prendre connaissance du fonctionnement de cette structure et évaluer les moyens humains et matériels mis à la disposition de ses agents. Le champ de rayonnement de cette unité s'étend sur une superficie de 5 040 kilomètres carrés englobant les communes de Kenadsa et de Mridja, qui comptent au total 17 945 habitants. Au cours de sa visite, le colonel Boughelaf

a insisté auprès de ses officiers et agents sur la nécessité d'assurer des prestations de qualité et de renforcer leur disponibilité pour accomplir leur noble mission de préservation des vies et des biens. Lors de cette première journée, dans le cadre du programme d'inspection et de suivi de la DGPC dans les différentes wilayas du pays, il a également inspecté l'unité secondaire du chef-lieu de la commune de Beni-Ounif (à 110 km au nord de Béchar), le poste avancé de la localité de Zireg (à 50 km au nord de Béchar) qui jouxte la RN 6A reliant le sud-ouest à l'ouest du pays, ainsi que le poste d'intervention et de secours du quartier de Debdeba, au nord de Béchar. Il s'est enquis des conditions de travail des agents affectés à ces structures et des moyens matériels mis à leur disposition dans le cadre de leurs missions quotidiennes. Le DGPC poursuivra, jeudi, sa visite sur le terrain dans la wilaya par l'inspection de plusieurs autres unités et structures de la protection civile dans les communes frontalières de Lahmar et de Taghit.